N° 146 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI 7
SEPTEMBRE
1976

Belgique 15 FB
Portugal : 15 ESC
Grèce : 20 DR
Suède : 2,25 KR
Italie : 300 L
Suisse : 1 FS

Parallélement au silence du gouvernement qui continue à mijoter son plan d'austérité

LES TROIS COUPS DE LA RENTREE

• *Aujourd'hui, Georges Séguy s'adresse aux militants CGT à 14h 30, au Palais des Sports de l'île de Vannes à Saint-Ouen, tandis qu'Edmond Maire tient un meeting pour la CFDT à la Bourse du Travail de Lyon, place Guichard.*

Lire page 5

A nos lecteurs

Demain une page entière consacrée aux questions de diffusion, souscription et promotion du journal.

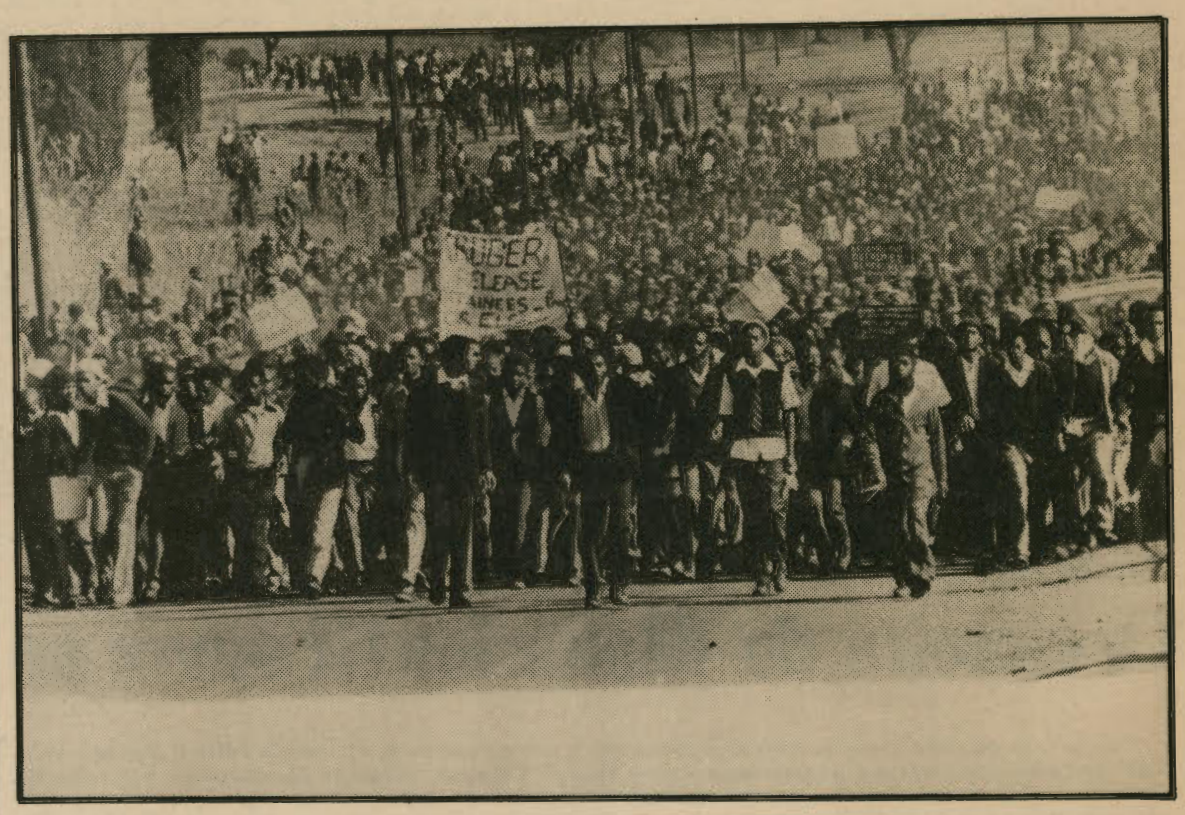
Cela est suffisamment rare pour qu'elle soit discutée, commentée.

Mais comme cette page n'est qu'un début, la porte s'ouvrant sur « Objectif 77 » ces commentaires écrivez-les, envoyez-les.

Car vendre, contrôler, souscrire, promouvoir n'est pas la tâche de quelques personnes à la « rédaction » ou à la « diffusion » mais la tâche de nous tous.

Après la rencontre Vorster-Kissinger

Menace de grève générale en Afrique du Sud



Les entretiens Kissinger-Vorster se sont terminés à Zurich par une déclaration à la presse du secrétaire d'Etat américain qui laisse perplexe par ses généralités. Selon lui en effet, des « *progrès sur la procédure et sur la substance vers une solution des problèmes de la Namibie et de la Rhodésie ont été réalisés (...) Les Etats-Unis, en coopération avec le Royaume Uni, sont prêts à offrir leurs bons offices pour une solution qui respecte les quatre objectifs suivants : indépendance, règle majoritaire, droits des minorités, et progrès économique* ». Une réthorique assez fumeuse propre à satisfaire toutes les interprétations et qui ne permet pas actuellement de savoir sur quel échéancier les deux hommes ont pu tomber d'accord.

SUITE PAGE 3

Un américain sur deux ne votera pas aux prochaines élections présidentielles

Pour qui sonne le glas?

Qu'il soit démocrate ou républicain, le président élu ne sera donc que le président d'un quart des américains... Moins même, si l'on prend en considération les voix qui se porteront sur les deux candidats des partis ouvriers, celui du Parti communiste américain et celui du Socialist Worker Party (1), ou sur les dissidents des deux grands partis bourgeois, Eugène Mc Carthy (ancien démocrate qui se présente pour la troisième fois il regroupe sur son nom des voix classées comme à gauche du parti démocrate) et Lester Maddox (extrême-droite).

C'est du moins ce qui ressort d'un sondage établi pour le compte d'une université du Colorado et le « Comité pour l'étude de l'électorat américain » dont les frais ont été couverts par plusieurs fondations de renom. Selon cette enquête, quelque 80 millions d'électeurs américains, sur un total d'environ 150 millions, n'iront probablement pas aux urnes le 2 novembre prochain.

Ajoutez à cela l'écho rencontré par nos camarades du Socialist Worker Party (organisation trotskyste américaine) qui, conformément à la législation électorale américaine ont déjà réussi à réunir plusieurs centaines de milliers de signatures favorables à la présentation de candidats socialistes dans une trentaine d'Etats (il en faut plus de 100 000 pour pouvoir se présenter en Californie) et vous aurez sans doute une idée plus exacte des enjeux de cette élection que si vous épluchiez l'ensemble de la presse internationale.

SUITE PAGE 2

Renforcement du potentiel militaire de l'Iran et de la dictature sanglante du Shah

LA CHINE SOUTIENT !

L'agence « Chine nouvelle » a pris dimanche la défense du programme militaire iranien et accusé Moscou d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran.

Faisant référence à un des « Izvestia », reprochant au budget militaire iranien d'être « sans justification », « Chine nouvelle » ajoute que les pays du tiers monde sont justifiés à renforcer leur défense pour sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté face à l'expansion de la flotte militaire soviétique dont l'objectif est de couper la route du pétrole vers l'atlantique et le pacifique.

La « scandaleuse » ingérence soviétique, conclu « Chine nouvelle », démontre les desseins d'hégémonie de l'URSS et est une raison supplémentaire pour les pays du golfe de combattre pour préserver leur indépendance nationale.

Le soutien de la bureaucratie chinoise à la dictature sanglante du Chah d'Iran n'est pas une nouveauté, puisque le rapprochement de la Chine avec le gardien des intérêts impérialistes dans le golfe persique date de 1971.

SUITE PAGE 2

La Chine soutient le renforcement militaire de l'Iran

Suite de la première page

En 1973 déja, le ministre chinois des affaires étrangères au cours d'un banquet à Téhéran, faisait l'éloge de la *« politique d'indépendance »* du Shah et approuvait le renforcement du potentiel militaire de l'Iran destiné à combattre la *« subversion et l'expansion des grandes puissances »*.

Un mois auparavant, le Shah avait précisé sa conception de l'indépendance, de sa lutte contre l'hégémonisme comme l'utilisation de son potentiel militaire : *« L'Europe occidentale, les Etats Unis, et le Japon, considérant le golfe Persique comme faisant partie de leur sécurité sans pouvoir être en mesure d'assurer cette sécurité. C'est ce que nous faisons pour eux »*. Dans un interview au *Monde*, le Shah précisait que *« sur sa demande, le sultan d'Oman bénéficie largement de notre aide militaire pour réprimer la rébellion au Dhofar »*. C'est, coincidence, au même moment que la Chine déclárait qu'elle ne soutenait plus la rebellion au Dhofar. La nouvelle était ensuite confirmée avec satisfaction par le Shah...

Depuis, l'Iran n'a fait que renforcer son intervention contre la rebellion au Dhofar et en Oman, les troupes du Shah détruisant systématiquement la population, les villages, les animaux et les zones de végétation. Sa politique d'intervention et de répression de la guérilla s'étend jusqu'au Pakistan puisque ce sont des pilotes iraniens qui participent à la répression de la lutte armée au Balouchistan.

De même, la répression contre l'opposition intérieure n'a fait que se renforcer. Plusieurs centaines de militants ont été assassinés par le SAVAK, police politique du Shah, des milliers d'autres sont en prison, soumis aux tortures.

Cette dernière prise de position de *Chine Nouvelle*, comme la récente visite de la princesse Pahlavi, sœur du Shah à Pékin en mai dernier, confirme le soutien de la Chine au principal bastion de l'impérialisme dans la région ainsi que sa contribution à la répression de la lutte révolutionnaire des peuples du Golfe persique.

• *« Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous »* disait Mao. Une phrase qui laisse un goût amer pour les milliers de prisonniers politiques, torturés par la SAVAK en Iran, comme pour les combatants anti-impérialistes en Oman et au Dhofar, contre les régimes fantoches des émirats arabes.

Frederic Carlier

ETATS UNIS

Un américain sur deux ne votera pas le 2 novembre

Suite de la première page

Des milliers d'américains ont d'ores et déjà perdu leurs illusions sur la valeur du système démocratique made in USA. L'absence d'alternative politique crédible issue du mouvement ouvrier traditionnel, la crise du mouvement stalinien international ne peuvent que retarder la transformation de ce mouvement de défiance en une remise en question fondamentale des bases même de la société capitaliste. Néanmoins, l'émergence de tendances gauches au sein du mouvement syndical, les mobilisations et les luttes engagées sur des terrains tels que la défense du « busing » la promulgation de l'« equal right amendement », etc. couplés à l'effort entrepris par les militants du SWP pour les dégager des illusions réformistes et leur permettre de s'inscrire dans une dynamique socialiste, sont autant d'éléments qui, demain, permettront à ce courant de se réinvestir sur le champ politique. Pour qu'enfin sonne le glas...

Julien Tonnac

- *Près de 10 millions d'électeurs ne sont plus intéressés par le processus électoral. Trois personnes sur cinq appartenant à ce groupe ont déclaré à ce propos qu'elles ne voteraient probablement plus jamais.*
- *L'indifférence à l'élection présidentielle semble être une conséquence directe de l'affaire du Watergate et des scandales divers qui ont été révélés depuis. 52 % de ceux qui déclarent ne pas vouloir voter disent être convaincus que les représentants élus ne pensent en réalité qu'à eux-mêmes.*
- *Toujours dans le même groupe de personne, 68 % pensent que les candidats promettent une chose et en font une autre.*
- *De la même façon, 55 % estiment que l'élection d'un individu ou d'un autre ne fera pas la moindre différence.*
- *61 % ont déclaré qu'un bon nombre de dirigeants du gouvernement fédéral étaient un tant soit peu malhonnêtes. Le même pourcentage est convaincu que le gouvernement fédéral est manipulé par les gros intérêts financiers. Seuls 22 % ont déclaré que le gouvernement travaillait pour le peuple.*
- *Enfin, près de 50 % de ceux qui n'ont pas l'intention d'aller aux urnes ont déclaré qu'il leur était difficile d'obtenir des renseignements impartiaux sur les candidats par la télévision ou les journaux.*

CHYPRE

Après les élections législatives dans la zone grecque

La victoire de Makarios III ouvre sa fin de règne

Trente-cinq députés devaient être élus dimanche à Chypre. La joute électorale mettait aux prises le Parti de l'ancien négociateur intercommunautaire Glafos Clérides, obligé de démissionner à la suite de révélations selon lesquelles il avait communiqué à la partie turque le plan de négociation de la partie grecque, et le « Front Commun », coalition formée du Parti Démocratique (qui a obtenu 21 sièges sur 35), du Parti Communiste (AKEL) (9 sièges) et de l'EDEK (4 sièges). Le dernier siège a été obtenu par un ancien compagnon de Clérides rallié à Makarios.

La progression de l'EDEK (siège aux précédentes élections) dont le dirigeant est un des leaders historiques de la résistance armée, tant contre les Anglais que contre les organisations fascistes EOKA du colonel Grivas (1), révèle une « poussée à gauche ». La confiance que les Chypriotes ont été accordé au Front Commun risque de céder la place sous peu à la désillusion.

Chypre, troisième île de la Méditerranée par ordre de grandeur, 600 000 habitants dont 80 % de grecs, 18 % de turcs et 2 % d'arméniens et Maronites. Son drame vient sans doute de sa situation particulière au carrefour du monde arabe, de l'Europe et de l'Orient.

Intérêts économiques ? Quatre-vingt ans de domination anglaise, utilisant la violence et la conciliation pour s'y maintenir suffisent largement à le prouver.

Intérêts stratégiques aussi et surtout. La politique de neutralité bienveillante de Chypre envers les pays de l'est, le refus de Makarios de laisser s'installer l'OTAN en 63, mettait ce porte-avion naturel qu'est Chypre, hors du contrôle direct des américains.

Pourtant, le coup d'Etat contre Makarios en 74 n'est pas de leur cru, mais bien le résultat des calculs imbéciles de la Junte militaire d'Athènes.

Dans cette région du monde, plus qu'en toute autre peut-être, les intérêts contradictoires des bourgeoisies locales peuvent parfois prendre l'aspect d'antogonismes violents avec la stratégie impérialiste de Washington.

Les divisions dans la bourgeoisie

L'affrontement politique autour des élections législatives cristalise une divergence profonde au sein du personnel politique de la bourgeoisie chypriote grecque.

Derrière le rassemblement démocratique de Clérides, personalité politique d'extrême-droite, se retrouve la fraction bourgeoise qui a le moins souffert de la partition de l'île en deux et du déplacement des populations. Clérides est prêt à accepter la réalité d'un Etat coupé en deux, après discussions sur les superficies respectives. Le résultat en serait une dépendance quasi totale des deux communautés vis-à-vis des pays « tuteurs » voisins : Grèce et Turquie. L'Etat indépendant de Chypre aura vécu.

Makarios ne l'entend pas de cette oreille. Appuyant son refus de la solution fédérative sur la réalité, tant historique que géographique, de l'unité des deux communautés, il espère en portant la question devant les instances internationales, obtenir l'ouverture de discussions entre les pays concernés : Turquie, Grèce, et Chypre. Il sait également que le gouvernement d'Ankara n'appuiera pas un projet d'Etat indépendant en zone nord qui ne sera pas reconnu sur le plan international.

Makarios a réussi par ailleurs à faire l'unité de la bourgeoisie autour de sa personne. Cette bourgeoisie, il faut le dire possède la particularité d'être composée (ou de tirer ses origines) pour l'essentiel de l'Eglise chypriote, propriétaire à ce titre de plus de la moitié des sols.

La ligne Attila

La perte de 40 % du territoire a constitué un coup mortel porté au développement économique d'une bourgeoisie en pleine expansion. Ces dernières années surtout, ont vu grandir l'importance de Chypre comme liaison avec le monde arabe, parallèlement au déclin de Beyrouth. Aujourd'hui, la ligne Attila sanctionne la perte des régions agricoles les plus importantes et de 70 % des industries minières. Outre le désiquilibre provoqué par la présence de 200 000 réfugiés, il s'agit pour la bourgeoisie chypriote-grecque de repartir de zéro. Le pourra-t-elle ?

Makarios a toujours refusé de discuter avec le dirigeant chypriote turc, ce qui constituerait une reconnaissance de l'état de fait actuel. De leur côté, les chypriotes turcs ont tout fait pour donner à cette réalité un aspect officiel et définitif : élection en mai dernier d'un assemblée nationale, d'un gouvernement régional et d'un président de la République. Dans le même temps, ils poursuivaient, en violation des accords, le « nettoyage » des zones encore occupées par des populations grecques avec l'aide de l'armée turque.

Les remplaçants originaires de provinces d'Anatolie, en Turquie, réputés par ailleurs pour leur « indiscipline » sont présentés par les autorités comme « ouvriers saisonniers » et seraient au nombre de 10 000. Les chiffres grecs disent 50 000. De toute façon il est difficile de croire que les 6 500 chypriotes grecs vivants encore en zone turque pourront y rester longtemps.

Carte postale éditée en Turquie après le débarquement de leurs troupes à Chypre en août 74

Les résultats des élections devraient le confirmer : le phénomène Makarios prend appui sur une réalité populaire. Il se nourrit de la volonté des chypriotes à vivre sur l'ensemble de leur terre, sans discrimination ni partage, cependant que sa politique révèle chaque jour son impuissance à réaliser cette aspiration. A lors l'ère Makarios a trouvé un répit. Mais pour combien de temps encore ?

T. Nicos

(1) L'EOKA est une organisation de résistance chypriote formée en 1955, par un ancien dirigeant de bandes anti-communistes qui s'illustra en Grèce, par le massacre des militants anti-fascistes après la libération en 45.

aux quatre coins du monde

TCHECOSLOVAQUIE : DES BEMOLS AU VIOLON

Nouveau recul spectaculaire de la bureaucratie tchèque dans l'affaire du rock au violon. Après avoir reporté *sine die* le procès de 15 musiciens accusés de *hooliganisme*, puis en avoir remis trois en liberté provisoire, Husak et CO viennent de réduire les peines d'emprisonnement des trois musiciens qui avaient été condamnés début juillet par un tribunal correctionnel de Pilsen.

Karel Havelka et Moroslav Skalicky, qui avaient été condamnés respectivement à 30 mois et 18 mois de prion pour *atteinte au moral de la jeunesse...* ont eu leur peine réduite de moitié. Frantisek Starek, qui avait eu 8 mois, bénéficie maintenant d'un sursis et a été remis en liberté.

DEUX JOURNES ANTI-APARTHEID A DEAUVILLE

Dimanche à Deauville malgré l'annulation du Congrès du Tourisme sud-africain, s'est tenu un meeting appelé notamment par le comité anti-outspan, la LCR, le PSU. Y participait aussi l'Union régionale CFDTde basse normandie. A la fin du meeting une manifestation a regroupé 150 personnes. De brefs affrontements se sont alors produits avec les CRS. Plusieurs camarades ont été poursuivis et matraqués jusque dans les jardins du Temple où s'étaient tenues durant ce week-end les deux journées d'information. La mobilisation continue.

Correspondant

URUGUAY : DECOUVERTE DE TROIS CADAVRES

Les cadavres de trois hommes torturés ont été découverts dans le Rio de la Plata, à 170 km au nord de Montevidéo. Les trois hommes avaient les pieds et les mains liés et ils étaient complètement nus. Leurs corps portaient de nombreuses traces de tortures. Leur identité n'a pas encore été révélée. En deux mois 12 cadavres mutilés ont été retrouvés en divers points du pays.

• Réunion publique sur le Liban à l'appel de l'Organisation communiste révolution, mercredi 8 septembre à 20 H à l'AGECA, 177 rue de Charonnes 20°, M° Alexandre Dumas avec la participation de l'Organisation des communistes africains (révolution Afrique) et des militants du journal Al Charara Thaouria.

international

ESPAGNE

L'automne pluschaud que le printemps

Négocier avec le mouvement ouvrier ne peut plus signifier donner des ordres à la CNS, le syndicat vertical qui servait de courroie de transmission au pouvoir franquiste en regroupant côte à côte travailleurs et patrons. Le patronat n'a pas été le dernier à l'admettre, puisque dans les derniers mois, syndicats et groupes patronaux ont surgi un peu partout hors de la CNS. Le gouvernement lui même vient de le reconnaître en recevant tour à tour les porte-parole des principales formations syndicales, encore clandestines il y a quelques semaines, tolérées aujourd'hui sans être totalement légales.

Cette reconnaissance forcée de la réalité s'est accompagnée jusqu'à présent d'une tentative de jouer sur les divisions du mouvement ouvrier. Alors que le congrès de l'UGT était toléré en avril, l'assemblée interdite des commissions ouvrières devait se réunir clandestinement à Barcelone en juillet. L'invitation à la discussion lancée par le nouveau ministre du travail M. La Mata à l'ensemble des organisations syndicales, commissions ouvrières incluses, marque un nouveau recul du pouvoir incapable d'affronter les problèmes économiques et sociaux de l'automne en ignorant le rapport de force réel au sein du mouvement ouvrier.

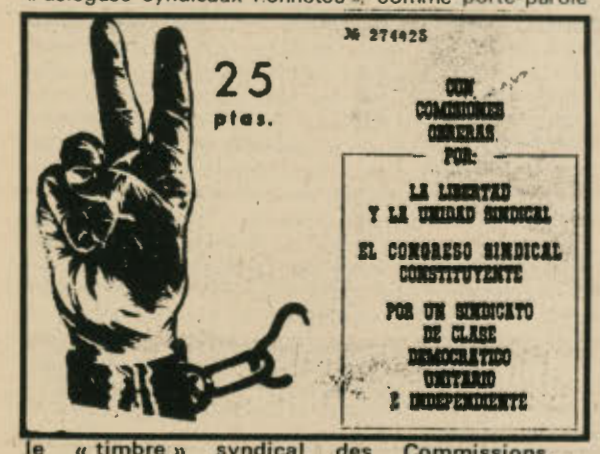
Du coup le débat sur la construction d'un syndicat de classe indépendant de l'appareil d'Etat rebondit. Nous avons rappelé hier que les conventions salariales touchant plus d'un million de travailleurs devaient être renégociées. Jusqu'à présent, s'il n'y avait pas d'accord entre patrons et ouvriers, l'Etat tranchait le litige par un « laudo », une sorte de décret d'arbitrage dont l'application était dès lors impérative. En plus des conventions en suspens, nombre de ces « laudos » promulgués au printemps sont contestés. La désagrégation accélérée de la CNS pose aussitôt le problème : qui dans ces multiples conflits va parler au nom des travailleurs.

« Réformer » le syndicat vertical ?

La coordination nationale des commissions ouvrières de Catalogne (animée essentiellement par le PC) répond que dans tous les cas les négociations doivent être conduites par les délégués syndicaux honnêtes élus l'an passé dans les cadres de la CNS. Dans une déclaration à l'hebdomadaire El Mundo, Paco Frutos, dirigeant de Catalogne des commissions, déclare d'ailleurs avec prudence : « *Sur l'effondrement (de la CNS), je pense qu'on ne peut faire des spéculations, parce que sur ce point, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui a la parole* ».

Cette attitude s'explique par le fait que la Catalogne a connu une très forte participation aux élections syndicales qui ont vu les candidatures unitaires et démocratiques (soutenues par le PC notamment) emporter la plupart des postes. A cela, nos camarades de la LCR-ETA VI répondent dans le dernier numéro de leur organe Combate, sous la signature de Pedro Chueca : «*Si les délégués syndicaux honnêtes comptaient en bien des cas avec la confiance des travailleurs au moment de leur élection, les entraves que leur imposent la CNS, l'apparition de nouveaux militants, le fait que parmi ces délégués ne soient pas présents des courants comme l'UGT, la CNT, et même certains secteurs des commissions, et surtout la volonté de millions de travailleurs de s'organiser, lutter et négocier sans les contraintes de la législation syndicale franquiste, font que l'utilisation de la CNS doit être aujourd'hui largement relativisée par la classe ouvrière et de plus en plus dans les mois qui viennent. Ainsi cette orientation (des commissions de Catalogne), non seulement est impraticable dans la majorité des secteurs combattifs, mais encore, loin de constituer une garantie de l'unité ouvrière face au patronat, se transforme en encouragement indirect à la division* ».

Les camarades citent comme exemple alternatif celui de la banque de Madrid où les employés viennent de publier un communiqué par lequel ils s'opposent à la négociation par « sigles » et avancent la nécessité d'élire en assemblée des délégués parmi lesquels pourraient être représentés tous les courants, y compris des « délégués syndicaux honnêtes », comme porte-parole des travailleurs face au patronat. « *Leur reconnaissance par les entreprises et le gouvernement,* » commente Combate, « *constituerait un nouveau pas décisif dans la conquête de toutes les libertés, y compris celle de négocier sans contraintes et sans intervention de l'Etat. En ce sens, sans faire de la démission des délégués syndicaux un drapeau, il est clair que la question devra être posée comme une position d'ensemble pour le mouvement ouvrier, au fur et à mesure qu'il progresse dans la voie de construction d'organismes unitaires libres et permanents dans les entreprises* ».



le « timbre » syndical des Commissions Ouvrières.

Les journaux syndicaux : de la ronéo à l'imprimerie

La construction d'un syndicat unique de classe

En effet, au delà des négociations salariales, le problème posé est celui de la construction de sections syndicales d'entreprise à laquelle sont prêts à se joindre de nombreux travailleurs inorganisés à ce jour. Dans certains cas déjà, comme à Torfinasa et à Imanasa (Pampelune), dans les banques de Barcelone, Madrid et des Asturies, à Robert Bosch ou à Duro Felguera, ont commencé à apparaître des organismes unitaires auxquels participent l'UGT, l'USO (Union Générale des Travailleurs, Union Socialiste Ouvrière) et les commissions ouvrières. C'est ainsi que prend corps, par la base, le projet d'un syndicat unique de classe, dont un congrès constitutif, rassemblant l'ensemble des courants du mouvement ouvrier, pourrait se tenir, aussitôt la liberté reconquise.

Les dirigeants des commissions ouvrières ont conscience de la pression qui s'exerce dans ce sens. L'un des plus représentatifs d'entre eux, Nicolas Sartorius, adapte en ces termes la ligne de son organisation dans l'éditorial de la Gazette de droit social (organe mensuel des commissions) : « *A mon sens, un congrès syndical constituant ne peut se préparer et se tenir qu'une fois conquises les libertés démocratiques, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, que les Commissions ouvrières puissent se proposer à court terme la tenue de leur propre congrès, sans que se soit encore produite la rupture ; congrès qui supposerait un pas de plus dans leur renforcement organisationnel et syndical. Ce qui pour le moment a été adapté à la situation, à savoir l'émission de bons, formule originale et d'une grande efficacité pour amorcer une liaison plus stable des travailleurs aux commissions, ne contredit en rien, mais bien au contraire, consolide les bases pour qu'à l'automne peut-être on puisse envisager une affiliation plus formalisée avec la cotisation régulière qui y correspond. De fait, les bons jouent déjà dans ce sens, puisque les travailleurs de nombreuses usines ne se contentent pas de les acheter, et reversent chaque mois les 25 pesetas* ».

A quoi nos camarades de la LCR répondent dans l'article de Combate : « *Les commissions préparent leur congrès pour octobre. Il est évident qu'il ne pourra se dispenser d'un bilan de l'assemblée de juillet dernier à Barcelone, et de la ligne ambigue de renforcement des commissions qu'y ont adopté la majorité des présents. Si un syndicat unique est impossible sans compter avec les commissions et les autres courants, il ne sera pas d'avantage possible sans une meilleure organisation démocratique des commissions, et sans qu'elles se montrent capables d'organiser les centaines de milliers de travailleurs qui y aspirent. Il ne s'agit pas que les commissions prennent la forme définitive d'un syndicat qui entérinerait déjà la division syndicale comme inévitable. Il s'agit au contraire de faire des commissions ouvrières le levier fondamental du combat pour un congrès syndical constituant* ».

Fin

D.B

Kissinger-Vorster à Zurich

Fin du duo

- Kissinger à Prétoria lundi prochain ?

- Un ordre de grève générale circule à Soweto.

(suite de la première page)

Mais les propos de Vorster (réf rouge du 6.09.76) laissent à penser que des convergences politiques ont pu s'opérer notamment sur la question rodhésienne. Vorster s'emploierait à convaincre Smith de la transition à la majorité noire, Kissinger se chargeant d'offrir des garanties aux 280 000 colons blancs de ce pays.

Dans cette perspective des garanties portant sur un plan d'indemnisation d'un milliard de dollars conforté par un soutien des bourgeoisies occidentales et soutenu tacitement par des gouvernements noirs seraient envisagées. En se déclarant « *foncièrement partisan d'un arrêt des guerres de libération* » Kaunda (Zambie) dessine la crédibilité d'un tel projet de normalisation et de transision négociée, même si de l'autre côté il prend la décision d'envoyer un corps expéditionnaire aidé les nationalistes rodhésiens regroupés dans leurs camps du Mozambique. A noter aussi qu'un congrès exceptionnel du Parti national (celui de Vorster) est convoqué le 10 septembre prochain à Bloefontein, le premier depuis 1960. Il s'agissait à l'époque d'instituer la République Sud-Africaine, en prélude au retrait du Commonwealth. On est donc en droit de s'attendre à une décision de la même importance. Un congrès qui risque de devoir tenir compte des effets d'une nouvelle grève générale à Soweto dont les mots d'ordre circulent depuis plusieurs jours. Celle-ci serait une continuation des mouvements de grève des 23, 24 et 25 août, qui avaient paralysé une partie de la zone industrielle de Johannesburg.

Quittant Zurich, Kissinger s'est rendu en Grande-Bretagne. Il doit aujourd'hui s'entretenir avec Giscard puis s'envolera pour l'Allemagne fédérale. Les relations entre les pays occidentaux et l'Afrique australe conditionnent celles que leurs industries peuvent espérer entretenir avec le reste de l'Afrique, et notamment « *le marché du siècle* » connu sous le nom de « *dialogue nord-sud* ».

Aussi, Giscard écoutera-t-il avec attention les projets américains pour cette zone. Sans doute, les vues des Etats-Unis sur la Namibie et la Rodhésie ne se confondent pas entièrement avec celles de la bourgeoisie française, outre le fait que les élections présidentielles américaines sont proches et qu'il y a 23 millions de noirs aux Etats-Unis. Mais les pays occidentaux, conscients des urgences, s'emploient à rechercher une relative harmonisation de leurs politiques à venir pour l'Afrique Australe.

Frank Tenaille

Les charmes discrets de l'Apartheid

la collusion Kissinger-Vorster ne peut être comprise que si est prise en compte l'importance de l'engagement des Etats Unis au pays de l'apartheid. Savoir que 350 des plus grandes entreprises US ont des intérêts dans l'économie sud-africaine donne un ordre de grandeur. Cinquante des sociétés les plus importantes des USA ont une succursale dans ce pays et y ont investi en 1975 pour près de 1,5 milliards de dollars !

Leurs noms : IBM, Générals Motors, Ford, Chase Manhattan, ITT, Control Data, Burroughs, Chrysler... La raison de cette floraison de firmes tient en deux mots : le profit et la sécurité. Un profit de l'ordre de 17 à 25 % ce qui est considérable. Une sécurité garantie par le système d'apartheid et une main d'œuvre à bon marché.

En outre, les conditions d'investissements sont paradisiaques notamment sur le plan des avantages fiscaux. Enfin les matières premières nécessaires à l'industrie outre leur abondance en Afrique australe (l'Afrique du sud utilise celle des pays noirs voisins) peuvent grâce aux voies maritimes être facilement acheminées à des prix défiants toute concurrence.

Ces quelques données éclairent d'un jour particulier la « volonté » de Kissinger de « s'opposer » à Vorster, comme une certaine presse veudrait nous faire prendre ses rodomontades.

Marchais devant le comité central du PC

« Il n'est pas question d'attendre 1978 »

Le comité central du parti communiste français, réuni hier à huis clos, a entendu un rapport de Georges Marchais sur la situation politique. Celui-ci a notamment déclaré : « *Dans la mise en échec des objectifs du gouvernement Giscard-Chirac, le rôle de notre parti a été capital. A la démagogie, il a opposé la clairvoyance. A l'appel à la résignation ou à l'accomodement, il a opposé la combativité* ». Estimant que « *le pouvoir giscardien n'a atteint aucun de ses objectifs visant à élargir son influence, à pratiquer des brèches dans l'Union de la Gauche et, si possible, à rompre et affaiblir le parti communiste* », le secrétaire général du PC a poursuivi : « *Des attitudes comme celles de Jean Daniel, se demandant dans le « Nouvel Observateur », s'il n'y avait pas un bon usage à faire du giscardisme ou de Pierre Uri, montrent que ces manœuvres de la réaction ne vont pas sans susciter des illusions, sans exercer une séduction au sein de la gauche non communiste* ». « *Cela dit,* a-t-il ajouté, *ce tapage ne peut avoir qu'une efficacité assez vite limitée auprès des travailleurs et des masses populaires* ».

Non a l'austérité

Critiquant violemment la politique économique et financière annoncée par le gouvernement, Georges Marchais a encore déclaré : « *Nous disons encore non, résolument non à l'austérité et aux sacrifices pour les travailleurs* ». Puis il a présenté la riposte que son parti entend organiser : « *Il ne s'agit pas d'attendre l'arme au pied les élections de 1978, en premier lieu parce que les travailleurs, les familles en butte aux difficultés ne peuvent pas attendre. En second lieu, parce que c'est avant tout en prenant chaque jour en main la défense de leurs intérêts, en faisant prévaloir de justes solutions, que nous gagnerons des soutiens nouveaux dont la gauche a besoin pour assurer une victoire dont il serait dangereux de croire qu'elle est acquise d'avance. Nous n'avons aucune illusion ; nous savons qu'il n'y a qu'une seule voie pour imposer les justes solutions, la voie de la lutte* ».

Autour du programme commun...

Expliquant ensuite que « *le combat que nous avons à développer, c'est un combat contre l'autoritarisme renforcé dans lequel s'est engagé le pouvoir giscardien* », le leader communiste a rappelé alors que « *c'est autour du programme commun que peut et doit se réaliser le puissant mouvement majoritaire auquel nous consacrons nos efforts, c'est-à-dire l'Union du Peuple de France* ». Il a précisé, à cet égard : « *Naturellement, le programme commun, devra être actualisé, le moment venu, et nous y contribuerons avec le souci de lui conserver son efficacité, sa valeur transformatrice* ».

Le secrétaire général du PC a conclu sur les élections municipales : « *Nous voulons simplement, loyalement, parvenir à la constitution de listes d'Union dans tous les domaines, conformément aux règles définies dans l'accord réalisé* » *(1)*. Mais, a-t-il ajouté « *Le fait que nous allions vers des listes d'union ne saurait conduire nos organisations, nos candidats, nos élus à renoncer à leur propre activité, à la défense des conceptions, des propositions de notre parti* ». Le parti communiste organisera, dans cette optique, une importante manifestation nationale autour de son projet de contrat municipal, le 17 octobre prochain.

(1) Accord entre le PC, le PS et le mouvement des radicaux de gauche visant à constituer des listes d'union partout où cela serait possible pour les municipales de 1977.

Les déclarations de Georges Marchais devant le comité central traduisent bien la démarche que va suivre le Parti communiste dans sa « rentrée » politique. Obligés au printemps, de faire avaler à ses militants les retombées du XXII° Congrès et le débat sur la dictature du prolétariat, l'échec retentissant de la candidate « verte » lors de l'élection législative partielle de Tours, et enfin, ce qui est apparu comme une capitulation devant le Parti socialiste lors de la signature de l'accord pour les municipales de 1977, les dirigeants du PC entendent maintenant profiter de l'attentisme du PS pour faire apparaître leur parti comme le fer de lance de la lutte contre l'austérité.

L'image opportuniste d'un PC militant pour l'Union du Peuple de France va se coupler avec celle d'un PC ultra-sectaire cherchant à capitaliser à son profit la combativité ouvrière contre le plan d'austérité. D'où la petite phrase démagogique sur le refus d'attendre les échéances électorales. D'où les attaques qui font mouche contre les propos ambigus de personnalités liées au PS. D'où l'affirmation d'une campagne propre sur les municipales comme « complément » à la ligne unitaire.

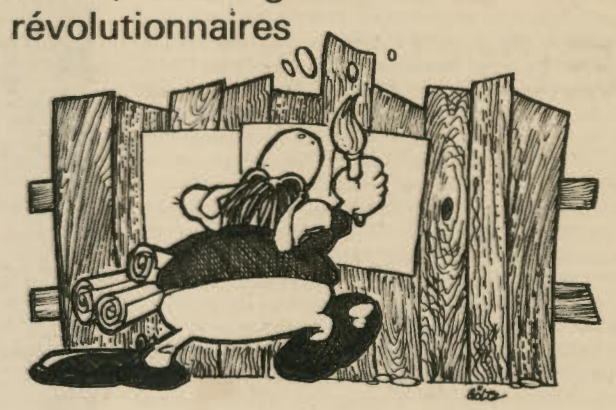
On ne sautait dissocier cette attitude du PC de celle qu'adopte la CGT à l'égard du mouvement syndical. En proposant immédiatement un plan de bataille sans savoir auparavant consulté les partenaires pour constater si l'unité était possible ou non, l'une et l'autre préfèrent défendre des intérêts de boutique plutôt que de créer les conditions d'une riposte d'ensemble et unitaire du mouvement ouvrier contre le gouvernement de l'austérité.

Pierre Julien

Cantonales partielles à Avignon

UNE CAMPAGNE SANS PASSION

● Ce soir, meeting unitaire des révolutionnaires



L'élection du 12 septembre ne passionne pas grand monde en Avignon. Les jeux sont faits d'avance. On mène donc campagne pour le principe.

A droite, Déroudilhe ne s'est pas encore manifesté. Maire du Pontet, principale commune couverte par le canton, il compte sur ses acquis de notable. En mars dernier, il avait obtenu la majorité absolue avec une voix qui est aujourd'hui contestée. Mais il ne s'en fait pas trop.

Un candidat « exceptionnel »

Le PS, qui présente Edgar Bousquet, adjoint au maire d'Avignon, s'appuie sur *le Provençal*. Chaque jour une notabilité locale appelle à voter pour ce candidat « exceptionnel », c'est d'ailleurs le thème principal de son affiche. Un meeting est prévu avec Michel Rocard le 9 septembre.

Le PC se limite à des affiches et met en avant sa candidate Marquerite David, sur le thème : « Une communiste au conseil général ». Il n'omet pas au passage d'attaquer le candidat unitaire PSU-LCR, qualifié dans un tract de candidat de « diversion ».

Préparer la rentrée politique et sociale

Mais, en général, ces élections ne soulèvent pas l'enthousiasme. Le climat de vacances règne encore sur la ville. Chacun sent bien que les enjeux sont ailleurs. Les révolutionnaires ont, pour leur part, choisi de profiter de cette campagne pour préparer la rentrée politique et sociale. Le meeting de ce soir sera consacré à la crise politique et économique en France, au plan d'austérité que préparent Giscard-Barre, et à la riposte que doit engager la classe ouvrière. Il se tiendra à 21 h. salle de la Mairie. Parleront, outre Henri Bouyol le candidat, des représentants de la Direction Politique Nationale du PSU et du Comité Central de la LCR.

De Vathaire, l'homme aux 800 millions (anciens) toujours introuvable

UNE AFFAIRE HAZAN BIS ?

● Les grenouillages de l'extrême-droite

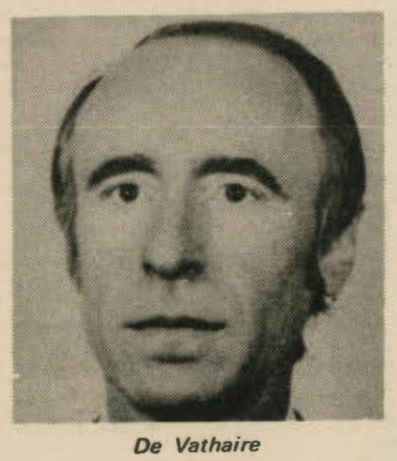
Deux mois après la disparition du « comptable » en chef de chez Dassult on est toujours sans indication du lieu où il pourrait bien se trouver, ni même s'il est encore en vie. Hervé de Vathaire était de toute façon un homme discret, sans fonction officielle bien définie chez son patron, si ce n'est d'être l'homme de l'ombre, celui chargé de régler les affaires « délicates » qui sont l'habitude, sinon la règle dans les marchés d'armes.

L'affaire Lockheed l'a montré avec suffisamment de détails : on ne vend pas d'avions sans « arroser ». M. Dassault soi-même avait les mêmes pratiques, même si elles étaient moins fastueuses et surtout mieux protégées par un pouvoir qui a fait des ventes d'armes un de ses outils économiques essentiel.

Un dossier compromettant

Il semble bien qu'Hervé de Vathaire était précisément chargé de ce genre de problèmes. Ce qui explique qu'il avait un large droit de tirage sur le compte bancaire de son patron. Ce qui explique aussi qu'il faisait des dossiers sur de nombreuses personnalités afin de savoir qui et combien arroser. Ce qui explique enfin que M. Dassault ait poussé la complaisance jusqu'à retirer sa plainte (mais l'a-t-il jamais déposée ?) contre son collaborateur indélicat. Une affaire de cette importance ne se règle pas devant la justice.

Car il est évident maintenant qu'un dossier compromettant à disparu. Prêté par de Vathaire à Jean Kay qui ne l'a pas rendu à son propriétaire mais à des « amis ». Ces derniers feraient chanter pas mal de gens aujourd'hui.



De Vathaire

Qui sont ces gens ? Mystère, tout le monde est discret là-dessus. Jean Kay agissait-il seul ? Peut-être seulement, car de Jean Kay, celui qu'on veut nous faire passer pour le « mercenaire des causes perdues », « l'aventurier au grand cœur », avait quand même de bien vilaines fréquentations.

De nouveau l'extrême-droite

D'abord c'était un ami de Prévost membre du PFN, mouillé dans l'affaire Hazan, en fuite depuis ; ensuite il fréquentait beaucoup Christian Letessier et Denis Lernaud, deux gros bras du groupe action jeunesse (GAJ), groupuscule fasciste issus d'une scission d'Ordre NOuveau, l'ancêtre du Parti des Forces Nouvelles. GAJ et PFN ne s'entendaient peut-être pas très bien, mais les « militants » se connaissaient fort bien mutuellement, allant jusqu'à mener des actions de commandos ensembles. D'ailleurs on passait facilement d'un groupe à l'autre sans trop de problème ni de scrupules politiques.

Tout ça pour souligner que ce qui apparaissait comme un vulgaire fait divers prend de plus en plus des allures barbouzo-fascistoïdes. Une affaire Hazan-bis en quelque sorte.

Vers un scandale majeur ?

Avec cette différence que le kidnappé n'est plus un PDG mais un dossier qui contient les noms de plusieurs personnalités, payant aujourd'hui pour ne pas voir étaler leur nom demain. Que craignent-ils en réalité ? Les rumeurs disent que le dossier contiendrait surtout des éclaboussures immobilières et le récit des pratiques qui font les bonnes ventes d'armes. Et bien sûr, les noms de ceux qui s'adonnent à ce genre de sport.

Une chose est sûre en tout cas. Ce n'est pas grâce à Dassault ni grâce à la famille du disparu que cette affaire est sortie. Deux mois se sont écoulés depuis la disparition de De Vathaire. C'est dire si cette affaire a été traitée avec discrétion. Elle n'est pas prête d'y retomber.

René Fougerolles

De l'argent pour les victimes des attentats ?

Le maire de Bayonne a demandé la création d'un fonds national de solidarité pour les victimes des attentats qui ont eu lieu dans la ville et sur la côte basque. Depuis seize mois, dix-sept attentats ont eu lieu dans la région. Aucun organisme public ou privé ne peut indemniser les victimes de ses attentats, dont le dernier en date a détruit une librairie basque à Bayonne.

La plupart de ces attentats ayant été revendiqués par l'organisation fasciste A.T.E. (Anti-Terrorisme-Eta) ne doutons pas que la demande du maire de Bayonne soit examinée avec la plus grande bienveillance !

CORSE

Aujourd'hui, manifestation contre la répression

Aujourd'hui, les Corses sont appelés à descendre dans la rue afin de protester contre l'emprisonnement de Jacques Fieschi, principal animateur du syndicat routier, Strada Corsa. Cette manifestation risque toutefois de ne connaître qu'un succès tout relatif. En effet, de nombreux Corses s'en sont retournés sur le continent, une fois les congés finis.

D'autre part, les déclarations faites par Max Siméoni à l'hebdomadaire autonomiste « Arriti » n'apportent guère d'éléments nouveaux quant aux motivations profondes de son action. « J'ai voulu par mon action dénoncer cette violence cyniques des Pouvoirs Publics, et affirmer ma volonté d'abattre le colonislisme, cancer du Peuple Corse ».

La confusion de la situation actuelle et le retard pris dans la riposte risque donc de nuire à sa qualité. Il est toutefois fondamental que chacun et chacune se sente concerné par la répression qui s'abat actuellement sur le mouvement autonomiste et il est du devoir du mouvement ouvrier dans son entier de prendre la défense de ceux que poursuivent les sbires de Poniatowski et ce, quelles que soient les divergences.

Correspondant

La lutte contre l'austérité

Après leur rencontre d'hier,

CGT ET CFDT N'ONT TOUJOURS PAS PRECISE LEUR POSITION

Après l'échange de communiqués aigres-doux dans la journée de vendredi, la rencontre unitaire entre la CGT et la CFDT qui avait lieu hier matin, devait être l'occasion de préciser les modalités de la riposte à organiser face aux mesures d'austérités préparées dans le secret des cabinets ministériels.

Rien, cependant, n'a été publié, hormis un communiqué laconique expliquant que les deux délégations avaient discuté pendant deux heures de « toute l'actualité ». Il semble donc que la CGT et la CFDT ne veuillent pas se lancer dans une initiative unitaire avant d'avoir chacune opéré leur « rentrée » sur la scène sociale. Les traditionnels discours de Georges Seguy et Edmond Maire, en effet, auront lieu aujourd'hui, respectivement à l'île de Vannes et à Lyon. Il est vraisemblable qu'à cette occasion, les deux leaders syndicaux préciseront enfin les perspectives qu'ils proposent aux travailleurs pour engager la mobilisation contre le « super-impôt ».

Le caractère inodore des déclarations de Seguy à sa sortie de l'hôtel Matignon confirme cette hypothèse : les trois coups de la rentrée ne seront donnés qu'aujourd'hui, chaque centrale syndicale essayant alors, par petites phrases interposées, d'occuper le devant de l'actualité.

Il n'y aura eu que Bergeron pour lancer des affirmations spectaculaires à l'issue de ses entretiens avec le Premier ministre. A le croire, rien n'est plus comme avant, et le dialogue bat son plein. La preuve ? Barre a donné des assurances sur la poursuite d'une politique contractuelle que le leader du PC s'est empressé de cautionner. Celui-ci continuera donc de signer des contrats pourris avec le nouveau secrétaire d'Etat à la Fonction publique, Ligot, qui a résumé dimanchedernier, sa philosophie contractuelle : « Un pays ne se gouverne bien que si tous ses membres sont en communion » (!!!).

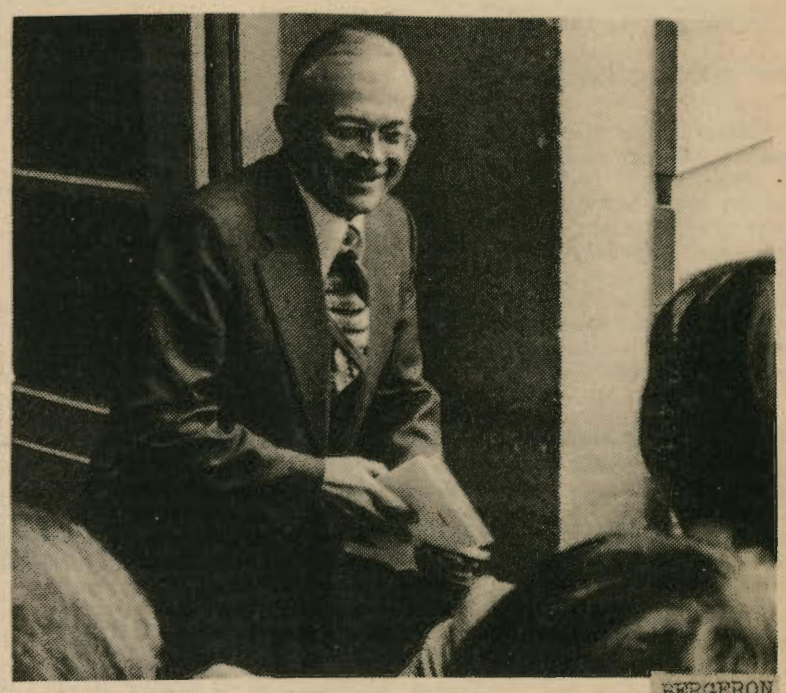
Le chassé-croisé de bons mots et phrases sybillines devrait donc prendre fin cet après-midi, après les discours de Seguy et Maire. Il serait alors grand temps de définir les chemins de l'unité pour que la riposte soit la plus large et la plus puissante possible.

P. J.

« Vaches maigres » à la préfecture

Une trentaine d'agriculteurs de la côte d'Or se sont rendus lundi matin devant la préfecture de Dijon, accompagnés de 10 « vaches maigres » , pour protester contre l'insuffisance de l'indemmenisation accoréde aux agriculteurs victimes de la sécheresse dans le département.

Un edélégation de 5 agriculteurs a finalement été reçus alors que la manifestation se déroulait dans le calme.



BERGERON

ce qu'ils disent...

Dans *Le Figaro* de lundi matin, un éditorialiste écrit : *« Lors de la crise traversée, ce sont les entreprises qui ont le plus souffert, et non les salariés. La production industrielle a chuté jusqu'à 11 % de moins tandis que les effectifs au travail ne diminuaient que de 3 % »*. En somme, le patronat aurait dû liciencier 11 % des travailleurs pour combler le déficit de 11 % de récession.

Ce qu'ils ne disent pas

Mais un tel raisonnement est proprement scandaleux. Car quand la production croit, les effectifs au travail n'augmentent pas en proportion. Durant l'année 1972, la production industrielle a augmenté de 7,2 %, mais les effectifs au travail n'ont cru que de 0,7 %. Durant l'année 1973, la production industrielle a augmenté de 6,8 %, mais les effectifs au travail n'ont cru que de 1,5 %.

La vérité, c'est qu'en période de croissance, les patrons commençant par augmenter la productivité c'est à dire les cadences de travail, avant d'embaucher. Et qu'en période de crise, ils commencent par licencier les travailleurs avant de réduire le temps de travail. Sans compter que dans le premier cas, l'augmentation de la productivité n'est pas accompagnées d'augmentation de salaires correspondantes, alors que dans le second cas, la réduction des horaires se traduit par des coupes dans la payes.

Le résultat, c'est qu'en 10 ans, de janvier 1966 à janvier 1976, la production industrielle a augmenté de 55,8 % et que, dans le même temps, le chômage a cru de 58,7 %, passant, selon les statistiques officielles de 140 000 à 980 000 demandes d'emploi non satisfaites.

P. J.

des reactions

ROCARD (P.S) : Barre ne peut réussir totalement

Dans une déclaration à Europe 1, Michel Rocard a estimé que « socialistes et communistes ont tout intérêt à ce que la situation économique soit la meilleure possible lorsqu'ils prendront le pouvoir ». Le secrétaire national du PS a ajouté qu'il ne croyait pas à un succès total de la politique de Raymond Barre « parce que la majorité est ce qu'elle est. On a vu lors du débat sur les plus-values, sur la fraude fiscale, que la majorité ne veut pas lacher le moindre privilège de la droite »

Schaeffer (CNJA) : les jeunes agriculteurs vont passer à l'action

Dans une déclaration publique, dimanche soir, le président du Centre National des Jeunes Agriculteurs a reproché au gouvernement de chercher à opposer diverses catégories socio-professionnelles en voulant instaurer un impôt qui serait supporter par la collectivité.

« Ces aides annoncées, a-t-il déclaré, sont insuffisantes et mal ajustées. Dès cette semaine, les jeunes agriculteurs vont passer à l'action. Celle-ci se concrétisera sous des formes très différentes, selon qu'elles s'adresseront aux parlementaires, à l'adminsitration ou á l'opinion publique »

STOLERU : il n'y a pas de consensus...

Le secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels a fait lundi, l'éloge de la politique contractuelle en matière de fixation des salaires. « Il faut adopter une nouvelle stratégie de contrat de stabilité des prix et des revenus ». Mais le modèle allemand ou britannique ne peut pas s'appliquer, a-t-il précisé : « Il n'y a pas en France de consensus social qui permette, à la majorité mais encore moins à l'opposition de gauche si elle arrivait au pouvoir, de faire une politique acceptée par tous ».

Une politique des revenus en France ?

L'exemple anglais ... à ne pas suivre

Depuis un an, la confédération générale des syndicats (1) se fait le support le plus fidèle de la politique d'austérité menée par les différents gouvernements travaillistes.

La situation économique en Grande-Bretagne traverse une crise sans précédent depuis les années « 30 ». Elle se traduit par une chute vertigineuse des profits : de 1963 à 1973, le taux de profit a baissé de 50 % ; de 1973 à 1975, il a baissé de nouveau de moitié ; enfin, pour le premier trimestre de 1976, les profits en chiffres réels s'élevaient à la moitié de ce qu'ils étaient en 1964.

Double attaque

Le patronat a, dès lors, lancé une double attaque contre la classe ouvrière, qui grâce à sa combativité, avait réussi jusquà la récession de l'hiver 74/75, à garantir une progression de son niveau de vie. Le premier volet de cette attaque a été le développement d'un chômage massif : les usines en crise ont été fermées les unes après les autres ; le chiffre officiel du chômage est aujourd'hui de 1 300 000, ce qui porte le chiffre réel à près de 2 millions de chômeurs (si on ajoute les jeunes, les femmes et les immigrés qui ne sont pas comptabilisés).

Cette attaque contre l'emploi s'est doublé de la mise en place d'une politique des revenus en deux phases. Dans une première phase, appliquée en 1975, la hausse des salaires était limitée à 6 livres par semaines (moins de 60 F). En fait on assistait à une baisse des revenus d'environ 5 % : le taux de croissance des salaires se montait en effet à 13-15 % alors que le taux d'inflation annuel dépassait les 20 %.

Deux phases

Dans cette première phase le gouvernement travailliste s'était fait le fidèle interprète des exigences patronales, en tentant tout au plus, d'en retarder l'application, et ceci pour des raisons politiques.

Après la victoire du « oui », en été 1975, au référendum sur la participation au Marché Commun, le gouvernement Wilson s'est lancé sans retenue dans l'attaque anti-ouvrière, et ceci d'autant plus que le chômage massif commençait à éroder sérieusement la combativité des travailleurs. En hiver, 75-76, le nombre de grèves était le plus bas depuis 25 ans. C'était la « phase 2 » de la politique des revenus, appliquée par Callaghan, successeur de Wilson.

La trahison

Le patronat exigeait une limitation plus forte des salaires : il demandait une limite de 2,5 % ; l'accord gouvernement-syndicats a été passé, début juin, à 4,5 %. La bureaucratie syndicale des TUC a tenté de justifier sa trahison en expliquant qu'il fallait tout d'abord se battre sur le plan du chômage. Au nom de la lutte contre le chômage elle acceptait le blocage des salaires par 17 voix contre 1 à son congrès extraordinaire de juin 76.

Or, le chômage n'a pas baissé d'un point au cours du premier trimestre 1976 et le blocage des slaires (et donc la baisse du niveau de vie) est aujourd'hui une réalité pour la masses des travailleurs britanniques.

(1) Trade Union Congress, à laquelle sont rattachés tous les syndicats et qui adhère en bloc au Parti Travailliste.

Une fin provisoire ?

SNCF

• La grève catégorielle des roulants contre le T5 s'est terminée hier dans quelques centres où elle continuait. Loin d'être un baroud final il semble que ce mouvement marque le début d'une lutte prolongée.

Après les grèves de mars, tout au long de l'été, se sont déroulées des grèves d'agents de conduite. La semaine dernière la grève a été massivement suivie, malgré les consignes syndicales appelant à une semaine d'action avec temps fort vendredi, donc pas à une lutte globale, ensemble.

Une grève catégorielle ?

Pourquoi une riposte des seuls roulants ? Parce que les mesures annoncées par la direction SNCF de création du nouveau grade T5 ne concernent que les roulants ? Ça, c'est la position des directions syndicales CGT et CFDT. Il faut d'ailleurs observer que cette création d'un nouveau grade n'est pas une politique nouvelle de la direction. Naguère les « échelles-bis » aggravaient dans une filière la hiérarchie et introduisaient aussi la division. Pourtant elle fut présentée comme une revendication...que la SNCF accepta.

En fait, c'est en lançant comme unique revendication l'abrogation du T5 que les directions CGT et CFDT ont rendu l'expression de la combativité des roulants catégorielle. La création du T5 n'est qu'une mesure supplémentaire du refus (pour le plus grand nombre) du paiement de la qualification, de la généralisation de la conduite à agent seul, de la polyvalence.

Pour 10 % de roulants, la prime au maximum de kilomètres. Pour les autres, les évolutions avec ou sans sécurités automatiques, les « patachons » de triage en triage, la conduite sur lignes principales pour les conducteurs de manœuvres qui ne sont même pas - c'est un comble - considérés comme roulants. Ceci avec des tableaux d'effectifs bloqués, des réserves incomplètes ou même inexistantes.

Mais tous ces problèmes : compression d'effectifs, roulements inhumains, déqualification, ségrégation par les primes, sont ceux de tous les cheminots. Ce sont toutes les conséquences de la rentabilisation de la SNCF. C'est sur des revendications globales, modulées en fonction des catégories, qu'il faut appeler à se battre, tous ensemble, pour faire reculer la SNCF. Comme pour les salaires, dont les fédérations ne parlent plus aujourd'hui.

Pourquoi les roulants seuls ?

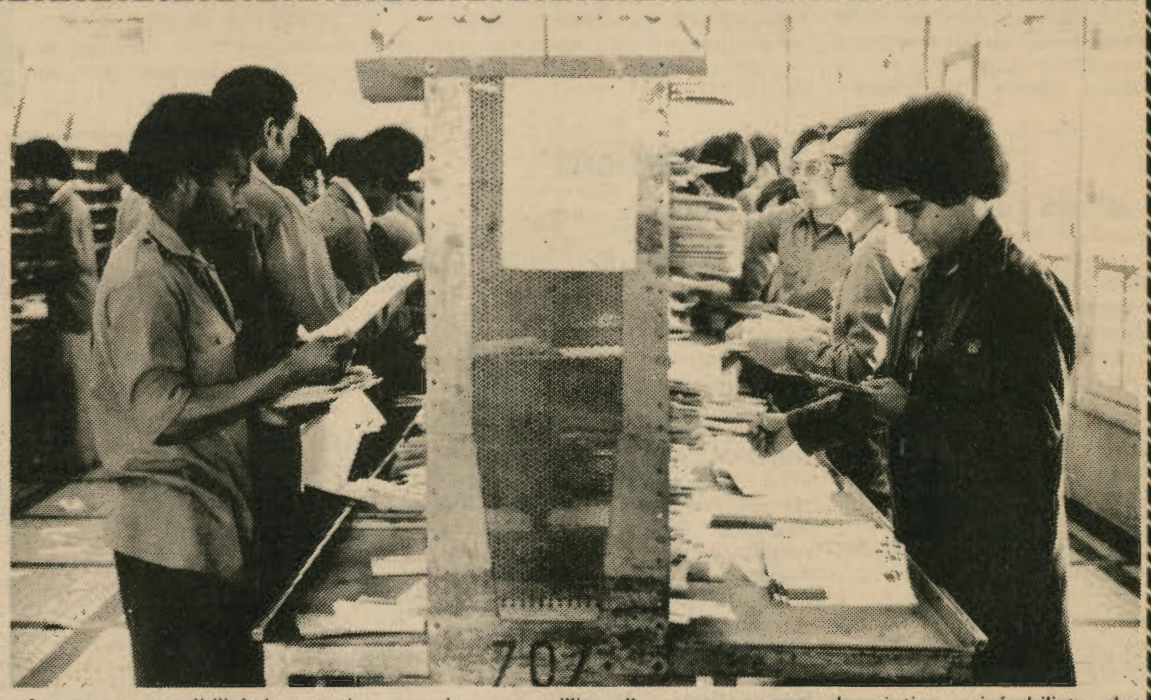
Incontestablement, les roulants sont compris par l'immense majorité des cheminots comme, effectivement, une catégorie « à part ». Plus combattifs, mieux organisés. Cette compréhension est nourrie par le syndicat autonome (FGAAC) qui n'existe que chez les roulants. Mais aussi parce que les dépôts sont peu nombreux, très concentrés, alors que 250 000 cheminots sont dispersés dans des centaines de gares et de centres.

Inévitablement, toute mobilisation des roulants joue un rôle de sensibilisation pour toute la SNCF. Dans ces conditions, ce n'est pas aux révolutionnaires à dédaigner « ces luttes catégorielles ». Elles ne le sont que par les consignes des directions syndicales. Les révolutionnaires doivent intervenir partout pour la conduite démocratique de la lutte et pour contribuer, dans l'action, à l'unification des revendications et du front de lutte des cheminots.

Y. Périer

ENQUETE : ETRE EXPLOITE AUX PTT

Hier, nous avons montré que les PTT étaient là « la première entreprise de France », avec 2 milliards de francs de bénéfices en 1974, pour 27 milliards de chiffre d'affaires. Après avoir expliqué le rôle des entreprises privées dans la politique de démantèlement et de privatisation des PTT, le reportage décrit aujourd'hui la condition des employés. Souvent oroginaires de la province, ces « immigrés de l'intérieur » se trouvent aux prises avec ce que F. M. appelle un véritable « système d'exploitation ». Pour un jeune qui rentre aux PTT, le temps des illusions ne dure pas.



2/ Les immigrés de l'intérieur

« *Si j'avais dû venir bosser à 800 bornes de chez moi... jamais je ne l'aurais fait* ». Celui qui parle n'en a que 300 à faire tous les deux jours. C'est pas qu'il soit satisfait. Ça non. Mais enfin il a eu la chance de naître dans une région de sous-emploi moins éloignée de Paris que Perpignan ou Fort-de-France. Expatriés, ce sont les immigrés de l'intérieur, et comme tels, un souci majeur, le retour au pays.

Ainsi aux PTT, de la cantine à l'assemblée générale, c'est avec l'accent du Sud-Ouest que l'on s'explique le plus et le Parisien, jusqu'il y a peu, chômage oblige, faisait figure de « touriste » *égaré dans une province déportée en bloc sur Paris*.

Le Bâtiment, Renault, Citroën et bien d'autres, fondent et systématisent leur exploitation sur l'utilisation massive de la main d'oeuvre étrangère. Du village kabyle à l'atelier de peinture on dépouille l'être de ce tout ce qui fait son identité sociale et culturelle pour le mettre à nu face à l'organisation du travail qui, alors, pèse à plein. La « cité Citroën », le cimetière de Sochaux, plus d'autre identité que le matricule dans un univers fermé et tendu dans ses moindres détails vers un but : la production. Bas salaires et division de la classe sont les premiers objectifs des nouveaux négriers qui tiennent le raisonnement que si un travailleur isolé est peu dangereux, l'extraire de son environnement naturel c'est se donner une garantie supplémentaire.

Le mirage du retour au pays

Pour un patron, les « bienfaits » d'une telle politique ne sont plus à démontrer pour la direction des PTT non plus... On va le voir...

» *Les premiers quatre mois, j'étais tout seul sans aucune attache à Paris, alors toutes les semaines je repartais chez moi à la campagne pour retrouver un cadre plus familier. Tu vois ce que ça peut coûter en voyages et en fatigue en plus du boulot. Ça je l'ai fait pendant quatre mois, imagines ceux qui attendent la mutation pendant deux, quatre ans* ».

19 ans quand il est arrivé, 21 maintenant préposé à Paris 16°, en se racontant il témoigne pour tous les autres, pour tous ceux qui se sont retrouvés au petit matin sur le quai d'une grande gare parisienne avec une valise bien plus petite que leurs illusions. « Et puis, métro, la jungle, 300 à l'acceuil, rue de Montparnasse, toutes les régions représentées au pointage et tout de suite le bluff, ça on ne le sait pas encore, c'est tout nouveau, tout beau, sur la promotion c'est-à-dire le retour au pays. Trois semaines aprés c'est la déprime : horaires impossibles, lever tous les matins à cinq heures, métro, la musette remplie à ras bord, les gueulantes des chefs, six jours sur sept et puis le soir plus rien à faire qu'à glander au zinc du bistrot avant de retrouver la piaule minable. Plus qu'une idée en tête alors, retourner chez soi ».

La perspective de la mutation va délimiter l'horizon du travailleur, et cela va avoir des conséquences fondamentales tant dans son comportement social et psychologique dans son nouveau cadre de vie qu'au sein de l'entreprise où la savante graduation de sanctions peut amener à être « noté » au « demi-choix », c'est à dire se voir refuser toute possibilité de mutation ou de participation à des concours internes. Quand la « vie est ailleurs » c'est vraiment difficile d'assumer son vécu immédiat et le seul point d'ancrage social devient l'entreprise, surtout si la seule contrepartie offerte se trouve dans la triste communauté des beuveries ou dans l'AS.PTT. L'administration l'a fort bien compris et l'on ne manque jamais d'intégrer dans les discours de l'acceuil, le petit couplet dans le style « *les PTT, vous le verrez, c'est une grande famille* » sur le thème « ne vous en faites pas, on vous prend en main ».

Prises en main, les filles des PTT, ça elles le sont. Sitôt arrivées, elles sont dûment chaperonnées et hébergées dans des foyers où toute visite est interdite à partir de 10 heures le soir, où le Planning Familial a le plus grand mal à se faire admettre. L'insistance des dragueurs qui rôdent à la sortie des Chèques Postaux, l'aggressivité dans les rues, le soir, au bal font que beaucoup d'entres elles se contentent, pour seule distaction, de perfectionner au foyer leur talents culinaires dans l'attente du mariage. Mais le « bénéfice » du foyer, c'est pour deux mois et aprés il faut chercher une chambre avec les horaires éreintants et la fatigue supplémentaire du retour périodique dans la famille. Total ? les Chèques ? la plus grosse entreprise de femmes d'Europe (8000 à Paris) connait deux à trois tentatives de suicide par semaine, un millier d'avortements et, bien sûr, on ne compte même plus les crises de nerfs et les dépressions.

Le régne des « Californies »

Déraciné, le travailleur se trouve dans un état de disponibilité trés important face à l'administration qui sait en profiter. Les horaires des PTT sont connus pour leur caractère contradictoire à toute vie sociale « normale », mais aussi pour les amplitudes de repos qui, par difficulté à être remplies de façon épanouissante, font l'objet de toute la sollicitude des chefs de centres. Les PTT, c'est le domaine privilégié des heures sups. Les « Californies ».

Quand on travaille, par exemple, un jour de 6h à 12h et le lendemain de 12h à 20h, des heures supplémentaires on peut en caser même si c'est 6 jours sur 7. Le cynisme est bien là quand l'inspecteur central passe dans les travées : « Califs, califs qui veut, dépêchez-vous, il n'y en aura pas pour tout le monde », quand il insiste s'il a peu de succés en placant sa salade « de toute façon, vous allez pas faire grand-chose dehors ». Il sait que ça se conjugue parfaitement au fait que beaucoup de travailleurs pensent que « *de toute façon tant qu'à perdre son temps à Paris, autant gagner de l'argent* ».

La question n'est pas de faire ici une description misérabiliste des conditions de vie et de travail des postiers mais bien d'analyser un système d'exploitation qui sait utiliser au mieux les conditions de vie sociale avec le conditionnement qu'elles opèrent, en combinaison avec l'organisation du travail.

Longtemps le centre de tri de Paris-Austerlitz a assuré 20% du trafic régulier rien qu'avec des califs ; sur un effectif dépassant les 2 000, ça en fait des créations d'emploi en moins ! Aprés la grande grève de 74 les retenues de grève ont amputé d'un tiers les salaires pendant quatre longs mois, et Frishman (secrétaire national de la CGT) a eu beau proclamer que payés au rabais, on travaillerait à 75%, en l'abs ence de prise en charge réelle par les syndicats d'un contrôle collectif sur les cadences et les califs c'est en fait à 200% que les postiers ont travaillé. 6h du matin - 8h le soir, c'est long, répété des dizaines de fois dans l'année tout au long d'une carrière, c'est mortel. « 20 ans de tri de nuit, ça vous fait perdre 5 ans de vie » disent les médecins du travail. A 55 ans, un ambulant (ceux qui trient sur les wagons) est souvent foutu. La mine produit des silicosés, les PTT font des « postalisés » de ces jeunes qui ont débarqué à 18 ans.

F.M.

DEMAIN : LA FUSION DE DEUX GENERATIONS

Un référé plane au dessus de chaque Lip

Besançon : de notre correspondant

Avec la rentrée les risques s'accélèrent. La semaine dernière devait être l'occasion pour les travailleurs de faire leur rentrée à la une des journaux : c'était dans ce but qu'étaient prévues des actions à l'ANPE pour rappeler le pointage collectif. Rappelons qu'en pleine action la CGT a distribué un tract dénonçant « *une action qui veut en réalité diviser le personnel... aller dans le sens voulu par le pouvoir et le patronat qui cherche tous les prétextes pour supprimer les allocations chômage* ». Rentrés immédiatement à l'usine pour définir leur position les travailleurs avaient décidé de ne pas pointer. Mais le sabotage voulu par la CGT a fonctionné : une certaine démoralisation, rapport de force entamé...Les Lips ont dû accepter que 155 d'entre eux habitant à l'extérieur de la ville pointent dans leur mairie. Sur les 651 restant inscrits à l'agence pour l'emploi (70 de plus seront inscrits à la fin de leur préavis, 20 autres seulement ont trouvé un emploi ailleurs) 282 ont pointé individuellement.

Certes l'unité s'est de nouveau faite dans l'usine. Certes la CGT s'est minorisée encore un peu plus grâce à cette savante manœuvre, (le tract en question était d'ailleurs signé UL CGT et non section Lip). Mais n'y a-t-il pas un bilan à tirer : celui de la participation collective à la lutte ? Si une aussi basse manœuvre a déclenché une telle confusion, et près de 12 H de discussion pour en sortir, il est clair qu'aujourd'hui la responsabilité de chacun, la démocratie commune, ne sont plus ce qu'elles étaient en 73. Et si c'est le cas pourquoi ? Et si un tel débat eu lieu, l'AG n'en a eu aucun écho.

Une nouvelle échéance s'ouvre : la coordination des luttes devient peu à peu réalité, réalité bien modeste encore quand on sait que d'après les travaux du secrétariat de la coordination tenu par les Lips, entre 200 et 250 entreprises sont aujourd'hui occupées ! Chacune de ces entreprises reste aujourd'hui isolée, confrontée chaque fois à une même tactique, celle du pourrissement. C'est ainsi que les flics déménagent une entreprise occupée depuis février...même les confédérations syndicales ne le savaient point.

C'est pourquoi a été décidée la séance de travail de vendredi et de samedi : échange d'expériences, de bilan, mise au point de conseils juridiques ; mise en commun des problèmes posés par le rapport entre usine AG, collectif, Intersyndicale, par la reprise de la production etc...ce sont environ 20 entreprises qui ont résolu de lutter ainsi contre leur isolement et le pourrissement...ce qui ne manque pas de réveiller la sollicitude des pouvoirs publics : si on parle de propositions faites aux pouvoirs publics par des groupes industriels pour reprendre tel ou tel secteur de Lip, on parle aussi d'une possible intervention policière. Le syndic envisagerait d'assigner en référé chacun des 800 travailleurs coupable d'occupation d'entreprise, ...imaginez un peu la scène : un huissier parcourant l'usine pour remettre en main propre son assignation à chaque travailleur...inévitablement occupée à l'autre bout de l'usine.

TRIBUNE des luttes

Conférence de presse des travailleurs de Caron-Ozanne et de leurs sections syndicales CGT/FFTL et CFDT

En 1973 Ouest France qui contrôle l'imprimerie Caron, embauche un directeur Mr Doreau à qui l'on confie la tâche d'étudier un projet d'expansion de la société Caron.

Aprés plusieurs ébauches, Ouest France décide l'extension de la société Caron par la fusion avec l'imprimerie Ozanne et la création d'une imprimerie moderne sur le chemin vert. Ceci permet :

- Une spéculation immobilière sur les anciens locaux (rue Demolombe et rue de Rosiers).

- L'obtention d'un prêt de 2,8 millions de la SDRN.

Bref aprés 9 mois d'une gestion désastreuse dans les nouveaux locaux de l'imprimerie du Chemin Vert, la direction annonce 48 licenciements.

48 licenciements :

- Parce que Ouest France a choisi comme directeur Mr Doreau qui avait récemment coulé deux entreprises.

- Pour permettre à Ouest France d'avoir une imprimerie de presse moderne à peu de frais...

...De plus depuis le début du conflit, c'est la démission des responsables...

...Les syndics eux se sont conduits en parfaits éxécutants des intérêts du patronat pour s'opposer à la lutte menée par les travailleurs pour sauver leur emploi.

Mais s'il s'agit de trouver une solution de redémarrage, là, les syndics sont singulièrement innefficaces. D'ailleurs lors de notre première rencontre avec eux, Mr Repussard nous déclarait : « Moi, vous savez, ça fait 15 ans que je liquide ».

Par contre pour ce qui est de nous priver au téléphone contre toutes les règles de sécurité, ça les syndics savent le faire.

Pour ce qui est de faire pression sur les marchands de fuel pour qu'ils refusent de nous livrer, là les syndics sont encore compétents.

De même faire évacuer 8 travailleurs par 250 gardes mobiles et livrer l'usine au pillage d'une milice privée, c'est encore du domaine des syndics.

Arrivés à ce stade les syndics peuvent enfin réaliser leur rêve : liquider.

Pensez donc ce n'est pas tous les jours qu'on liquide une usine toute neuve qui n'a pas fonctionné un an, et qui a reçu une aide de 2,8 millions de francs pour la création de 30 emplois.

Ainsi cet aprés-midi Me Renoud et Reussard vont procéder au démantèlement de l'imprimerie du Chemin Vert.

En effet, ils organisent une vente privée pour brader le matériel de l'imprimerie aux différents imprimeurs qui ont pris contact avec eux. Par ce démantèlement, deux choses apparaissent clairement :

La première c'est la destruction irréversible d'une commune qui s'était constituée entre les travailleurs de l'imprimerie pour mesurer les répercussions, sur chacun d'entre nous.

La seconde c'est l'énorme gaspillage qu'il en résulte :

- Gaspillage dans la dispersion des machines qui représentaient une unité de production cohérente lorsqu'elles étaient à l'imprimerie du Chemin Vert.

- Gaspillage au niveau du bâtiment conçu pour une imprimerie et qui n'aura pas fonctionné, comme tel, une seule année.

- Gaspillage au niveau des machines qui ont déjà subi un transfert pour venir au Chemin Vert et qui vont en subir un autre, nous ne savons où.

- Gaspillage des deniers publics par le prêt des francs qui ont été alloué pour la création de 30 emplois à Caron Ozanne.

- Gaspillage lorsqu'on préfère verser des indemnités de licenciement ou de chômage au lieu de maintenir en service l'outil de travail.

Ainsi nous posons quelques questions aux syndics :

Les syndics si scrupuleux à faire respecter le droit de la direction ne connaissent-ils pas le droit du travail ?

Demanderont-ils des comptes à Mr Herpe PDG Caron, à la SEBN de Caron Ozanne ?

Exigeront-ils des membres du conseil d'administration de sérieuses justifications ?

Par contre les travailleurs ont déjà été convoqués par la police judiciaire suite à une plainte pour « vol et abus de confiance » ?

A Ouest France et à Me Girault ?

Tous deux responsables de l'emploi des travailleurs à Caron Ozanne répondent-ils de leurs responsabilités en laissant faire le démantèlement de l'imprimerie du Chemin Vert ?

Tous deux soi-disant soucieux du pluralisme de la presse ont laissé complètement tomber l'imprimerie du Chemin Vert alors que Hersant adapte son imprimerie de Giberville au procédé de « fac-similé » ?

Aux pouvoirs publics.

- Quelles solutions offrent-ils à la trentaine de travailleurs qui n'ont pas retrouvé d'emplois ?

- Vont-ils laisser continuer le gaspillage de l'outil de travail par les responsables du conflit tout en prêchant l'austérité aux travailleurs ?

- Les 2 millions de NF disponibles pour le projet de redémarrage de Mr Ozanne sont-ils toujours disponibles pour une solution de redémarrage ou ont-ils été alloués à Mr Hersant pour son installation de « fac-similé » ?

Les travailleurs de Caron Ozanne et leurs sections syndicales CGT/FFTL et CFDT

Caen, le 2 septembre 1976

La longue marche des résidents du foyer Mathurin Moreau

Le foyer des travailleurs africains du 44, Avenue Mathurin Moreau dans le XIX ème arrondissement de Paris est en grève des loyers depuis plus de trois ans pour obtenir des conditions de vie décentes et la reconnaissance d'un comité de résidents démocratiquement élu.

Il avait semblé ces derniers mois que l'on approche d'une solution sous la forme d'une sigature d'un protocole d'accord entre les résidents et l'Association des Foyers de la Région Parisienne.

Nous retraçons ci-dessous le déroulement de cette longue lutte et avons interviewé des représentants du comité de grève.

Interview

Comment est organisé la lutte ?

On fait des Assemblées Générales tous les 15 jours. On essaie d'appeler toutes les organisations françaises à nous soutenir. On fait des meetings, des tracts et le député communiste fait des démarches pour nous. Il y a des réunions du Comité de Soutien en alternance avec celle du Comité de Grève, qui se réunit de son côté. Le PC distribue du matériel du comité de grève indépendamment du comité de soutien. Nous grévistes avons désigné un président du comité de grève plus trois autres personnes. Dans chaque chambre où il y a des grévistes des délégués sont choisis. Il y a 134 locataires qui se reconnaissent pleinement dans notre comité de grève.

Pourquoi les grévistes se battent-ils ?

Les grévistes se battent pour l'inscription au protocole d'accord des trois points suivants :

1/ reconnaissance d'un comité de résidents unique démocratiquement élu, qui devra préalablement être consulté avant toute décision importante concernant la vie du foyer.

2/ dégagement du cours des travaux, pour les salles prévues pour les cours d'alphabétisation et d'une salle d'infirmerie où un médecin passera la visite trois fois par semaine.

3/ détail en annexe de certains travaux à effectuer dans le cadre de la réfection générale du foyer, pour un meilleur aménagement de la vie de celui-ci (interphone, télé, ect)

Par ailleurs, le comité de grève propose un contingentement total de 160 locataires définitifs du foyer, celui-ci s'étale sur seize mois compte tenu des retours au pays. Pour imposer cela, il faudra déjouer les manœuvres de l'AFRP dont la dernière en date consiste en une « délégation de non-grévistes ». C'est en effet au nom du refus des « non-grévistes » de signer le protocole d'accord, et aussi pour refuser les revendications complémentaires sur l'aménagement du foyer, que Dijoud menace d'en finir avec les négociations et d'ordonner la fermeture du foyer. La lutte n'a vraiment pas fini de continuer.

Propos recueillis par Tom et Descampes

Pour les soutenir, vous pouvez entrer en contact tous les soirs à partir de 18 h 30, avec les membres du Comité de Grève au 44, avenue Mathurin Moreau (chambre 24) batiment 19, métro : Colonel Fabien.

Etapes d'une lutte

1968 : Première lutte, la « société des amis Quakers » qui gère le loyer place des lits supplémentaires, y compris dans les salles de cours d'alphabétisation et dans l'in firmerie. Diane Kanté est expulsé du foyer et de France.

1970 : Nouvelle lutte de protestation safs grands résultats. Un locataire sénégalais qui a participé activement aux luttes vient d'être désigné comme gérant, sympathique.

Septembre 73 : Déclenchement d'une longue grève pour obtenir des conditions de vie décentes (dans la réfections du foyer) et la reconnaisance d'un comité de rédidents, démocratiquement élu.

Début 74 : Les Quakers passent la main à l'administration des foyers de la Région parisienne (AFRP). C'est à partir de ce moment que le gérant africain se désolidarise de la grève. Il défendra sa gamelle.

Octobre 74 : l'AFRP accepte enfin de rencontrer le comité de grève. Elle propose de transformer Mathurin en un foyer de « luxe » de 108 résidents au lieu de 280 et de reloger les 80 autres locataires dans un foyer à la Villette, à 220 F le lit par mois.

Juin 75 : Rencontre avec un représentant du secrétariat à l'immigration, le député du XIX ème, Fitzbin, le comité de grève et l'AFRP. A l'issue de celle-ci, Dijoud, le secrétaire d'Etat toujours maintenu d'ailleurs, revient sur ses positions proches de l'AFRP (liée à la Préfecture de Paris) et accepte que les étages soient libérés au fur et à mesure, les travaux commencant immédiatement.

Octobre 75 : Afin de convenir les « modalités pratiques d'exécution » Dijoud désigne le secrétaire de la commission nationale pour le logement des immigrés comme médiateur.

Décembre 75 : Le médiateur appelle les points d'accord nouveau, en particulier la nécessité de recontrer les architectes de l'AFRP et des grévistes.

Mars 76 : Dernière rencontre, où est présente une pseudo-délégation de non-grévistes, désignée par le gérant.

Mars-Avril 76 » Réception par les grévistes d'une lettre du médiateur concernant un projet précis de protocole d'accord. Le comité de grève propose quelques petits amendements.

22 juillet 76 : Lettre de Dijoud qui fort de l'alibi du refus de signature du protocole par les non-grévistes menace pratiquement l'ensemble des résidents d'expulsion.

Opération Mars

Viking 2 : la planète est rouge !

Mais la technologie avancée des uns masque de plus en plus mal la misère des autres

Viking II s'est posé sur Mars dans la nuit de vendredi à samedi et commence finalement ses émissions cette semaine, malgré la rupture temporaire des relations radio entre la Terre et Mars au moment de l'*amarissage*. Leur rétablissement réalisé après plusieurs heures d'inquiétude pour les savants américains a permis de savoir que Viking ne s'était pas écrasé. La télévision couleur a maintenant un relais sur Mars. Non mais, des fois qu'on trouve des spectateurs !

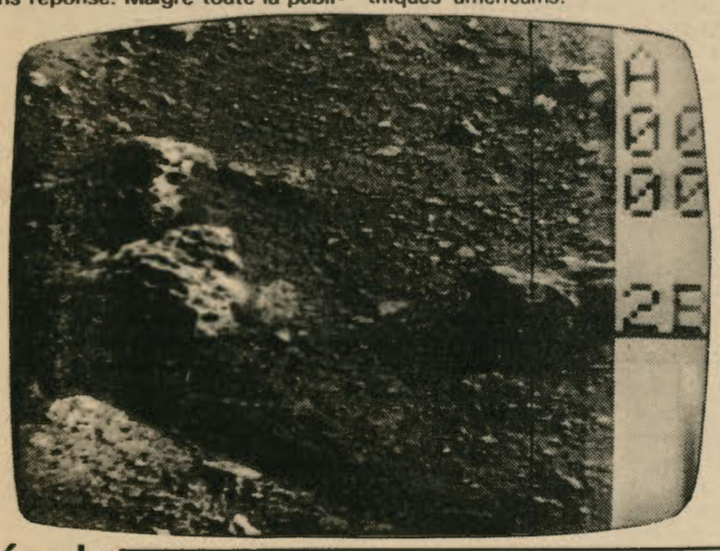
On peut saluer l'exploit technique qui nous permet de recevoir, pour la première fois, des images en couleur du désert martien, et d'apporter une confirmation importante : *la Planète rouge est bien rouge*. La couleur de son sol est probablement due à une forte concentration d'impuretés métalliques oxydées. Autre information, le ciel est rose, la vie ne doit pas être triste sur Mars. Oui mais, si vie il y a...

Les Vikings malheureux à la recherche de la vie

Et à ce sujet, la deuxième sonde américaine ne sera pas de trop. En effet, le fonctionnement de Viking 1 n'a guère donné satisfaction, et la question de la vie est restée pour lui sans réponse. Malgré toute la publicité qui en a été faite, aucune des expériences n'a permis de détecter l'existence de la vie martienne. Par exemple, les échantillons sur lesquels il y a eu recherche de l'activité biologique auraient été soumis par erreur à une température de 400° C par les dispositifs automatiques de la sonde...

A peu de choses près, les hypothèses formulées à la fin de l'expérience sont les mêmes qu'au début.

De Viking 2 on attend beaucoup plus. Viking 2 s'est posé sur un site exposé à des climats tempérés, dans la zone équatoriale de la planète, et donc sur un lieu favorable à la vie. Le site est d'ailleurs nommé *« Utopia »*, témoignage des rêves des scientifiques américains.



Mais, là encore, la malchance s'acharne sur la faiblesse de techniques de haute précision : Viking II a été déséquilibré au moment de se poser sur le sol et il se peut que les laboratoires biologiques soient endommagés, ne fonctionnent plus, ou ne donnent pas de précision plus fidèle que celles du premier Viking.

D'autres expériences moins bruyantes

De toute façon, la portée de la découverte d'une forme de vie serait limitée, il ne s'agirait que d'une confirmation des hypothèses actuelles sur la vie, que rien de toute façons ne semble pouvoir infirmer. Par contre, pour l'opinion publique, la découverte de la vie aurait un caractère prestigieux, capable de redonner du crédit au programme américain dans l'espace. Il y a d'ailleurs toute une partie de l'expérience dont ni la presse, ni la NASA ne parlent beaucoup, comme les recherches géologiques et chimiques, gommées par le spectaculaire de la recherche de la vie, ou peut-être pour d'autres raisons...

Par ailleurs, dans le même été 76, l'URSS a fait réaliser à ses cosmonautes des séjours de plus de trois semaines à bord de ses stations orbitales *Saliout*. Ces bungalows de la banlieue terrestre sont des lieux privilégiés d'observation et de connaissance de **notre** planète. De ces expériences passées inaperçues sont venues, depuis le début, d'importantes informations sur les climats, la pollution, la sismologie, en bref le visage de la vie de la Terre.

On peut donc regretter que le spectacle — même si c'est celui du sol martien — masque l'importance relative d'autres recherches dont le but et l'utilité sont plus évidents.

Viking : spectacle de pays riches

Le programme des sondes martiennes des USA est la preuve des capacités d'une technologie avancée, dotée de moyens.

Mais plus ces exploits s'éloignent de nous, de la réalité planétaire dans laquelle nous vivons, mois ils nous sont compréhensibles.

L'aspect grandiose du spectacle, exaltant de l'exploit, ne nous fait pas oublier que nous sommes dans un monde où la technologie avancée et la grande bouffe industrielle des uns, masquent la misère des autres, du *Tiers-Monde* et du *Quart-Monde*,... Alors qu'une machine nous envoie des photos à 815 millions de kilomètres, pari sur l'avenir, la même politique et la même technologie s'avèrent incapables d'assurer l'avenir terrestre de centaines de millions d'hommes menacés, dans de brefs délais, par la famine et la surpopulation.

Bien sûr, il ne s'agit pas de dénoncer la recherche spatiale, ou de réclamer l'arrêt des expériences.

Plus simplement, derrière nos petits écrans qui reflètent l'image martienne, nous sommes les témoins de l'aggravation des différences entre les pays avancés du monde capitaliste et leurs exploits spectaculaires d'une part, et les pays sous-développés et leur mort silencieuse d'autre part.

Philippe Verdon

École

La rentrée des enseignants non-titulaires

1000 LICENCIEMENTS A CRETEIL SEULEMENT

A une semaine de la rentrée scolaire, les enseignants non-titulaires, ces parias de l'Education Nationale, découvrent leur bel avenir. Pour beaucoup d'entre eux, il s'appelle licenciement. Le rectorat de l'Académie de Créteil vient d'annoncer que 1000 non titulaires, soit 25 % de l'ensemble des effectifs, ne seraient pas repris » une assemblée générale de ces derniers s'est tenue le 6 septembre.

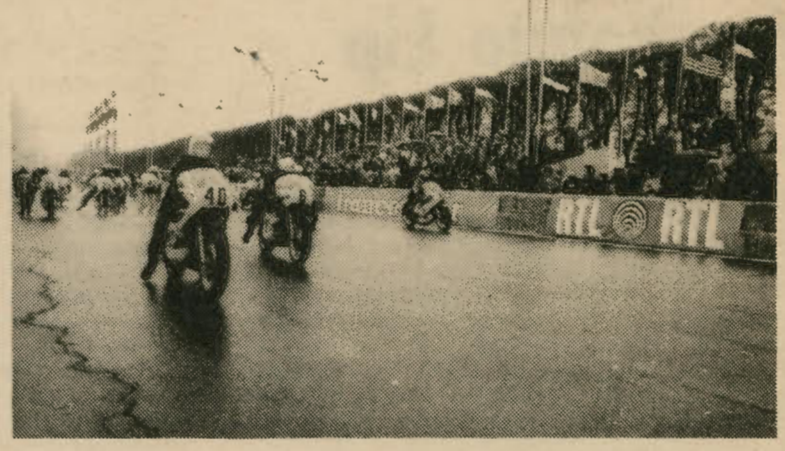
Dans l'Académie de Paris le pourcentage serait semblable. L'Académie de Versailles, elle s'offre le luxe de ne pas rendre encore public le « mouvement » (affectations, répartition des effectifs) : belle pagaille en perspective ! Dans l'Académie de Rouen, 200 non-titulaires ne seraient pas repris, une assemblée générale de ces derniers s'est tenue le 6 septembre. Dans celle de Lille à Dunkerque, ils seraient 465 sur 2000 maîtres auxilaires (MA) à rester sur le pavé, soit plus du quart des effectifs : une manifestation est annoncée pour le 9 septembre. Dans l'académie de Caen, il y aurait 300 M-A sans poste. Enfin les rectorats se livrent aux mêmes combines que l'an dernier : demi postes, quart de poste, regroupements... afin de réduire, sur le papier, le nombre des chômeurs à temps plein.

Les premiers chiffres ont été rassemblés par le Mouvement des Non-Titulaires (primaire et secondaire) dont un des objectifs est d'*« d'obtenir le soutien de tous les syndicats de personnels de l'Education Nationale »*. Le 20 juin dernier, ce mouvement avait organisé avec le Comité des Enseignants Vacataires du Supérieur (Coconeves) une rencontre nationale des non-titulaires de l'Education Nationale. Une plate-forme nationale de mobilisation pour cette rentrée y avait été adoptée, afin d'obtenir *la titularisation immédiate de tous les non-titulaires et, pour cela, la renomination de tous sur postes complets*. Premier rendez-vous, des assemblées régionales dans les jours prochains. Pour la Région Parisienne, elle est fixée au 8 septembre, à 18 heures, faculté de Jussieu. En attendant la nouvelle coordination nationale prévue le 19 septembre.

J. Krasny

Mouvement des Non-Titulaires : de 18 h à 20 heures au 336 25 25 poste 56 58. Permanence, le mercredi de 10 h à 13 heures, faculté de Jussieu, pièce 412, tour centrale. et pour écrire et commander la brochure issue de la réunion du 20 juin 76 (3 F) : M. Szmulldewicz BP 47 Paris 75020.

La mort banale de deux motards



Deux morts et trois blessés à la ronde des motards vendredi soir à Rungis, dans la région parisienne.

Chaque vendredi soir, maintenant, la foule motorisée des deux roues, des 125 CC au 750 gonflées, envahit le marché des halles de Rungis. Motards de toute la région parisienne, rencontres de jeune autour de la même passion un peu folle, celle de la moto, le plus meurtrier des moyens de transport. Mais aussi le plus jouissif, machine fantastique...

Ces rassemblements de motards ont lieu dans la région parisienne depuis plus de 5 ans. Ce sont à la fois des marchés, des lieux de rencontres et de véritables lieux d'ivresse : ivresse de la machine, de la vitesse.

Ces manifestations ont d'abord eu lieu dans Paris, place de la Bastille. Elles en ont été chassées en 1972 par Marcellin, cars de CRS et charges à l'appui. Motif invoqué : le bruit et les plaintes des riverains. Aujourd'hui seulement, quelques motards pacifiques réapparaissent à la Bastille, après 4 ans d'absence presque complète.

Entretemps, les motards se sont d'abord retrouvés Cours de Vincennes, ou Porte d'Orléans, mais les flics eux aussi étaient au rendez-vous du vendredi soir.

Toléré

Lorsque les halles de Rungis sont devenues un lieu de rassemblement, curieusement il a été toléré. Les flics sont plus discrets, ils ne sont pas intervenus, ils semblent être satisfait de l'éloignement de tout centre urbain.

Et celà veut dire : absence de mesures de sécurité, utilisation de routes comme terrains de course. Alors que rien n'est fait pour accueillir les motards, malgré le développement du marché et des concentrations. En trois ans, il y a eu 15 morts et plusieurs centaines de blessés les vendredis à Rungis.

Le ghetto

Maintenant que les motards sont dans leur ghetto de Rungis, certains parlent de leur construire une piste spéciale pour eux, entourée de hauts murs (*Journal du Dimanche*), une sorte de stade, ghetto propre.

Et là, la société pourra reléguer à l'abri des regards ces jeunes qui s'amusent à se tuer. La conscience tranquille, elle pourra dormir sans entendre le bruit des machines écrasant la chair.

P.V

AVORTEMENT : Un an et demi après la loi Veil

Nous continuons l'enquête sur l'application (et la non application) de la loi Veil. Tous témoignages, documents, informations sont les bienvenus. Ecrivez-nous.

ANGERS
Sur cent demandes, une trentaine acceptées !

A Angers, le centre d'orthogénie (centre Proust) s'est ouvert en juillet 75, à la suite des mobilisations dans la ville. L'administration a toujours été hostile à ce centre. Il manque d'équipements : ni matériel d'anesthésie, ni matériel de réanimation. Il manque de médecins. Aujourd'hui des départs collectifs pour l'Angleterre sont organisés comme avant le vote de la loi.

Un premier tract commun

A l'initiative du Planning Familial, une réunion a eu lieu avant les vacances pour discuter des modalités de riposte. Un premier tract commun est sorti (Planning Familial, sections CFDT et CGT hôpital, comité de lutte des étudiants en médecine, syndicat de la médecine générale, comité de soutien à un éducateur nantais inculpé, groupes femmes, association syndicale d es familles1).

Une application restrictive

Le tract dénonce l'application très restrictive de la loi : à Angers, la date limite pour un avortement n'est pas à 10 semaines de grossesse, *mais à 6 semaines*. A Laval (cf. Rouge d'hier), elle est à 7 semaines. Sur les cent premières interruption volontaire de grossesse demandées en 1976, 32% seulement ont été effectuées. *« Que propose donc le centre aux autres femmes ? L'illégalité ! Aller enrichir les cliniques parisiennes (1000 Frs, plus le voyage) et les cliniques anglaises ou risquer leur vie avec des méthodes clandestines dangereuses. »*

Quant à l'information sur la contraception, elle est complètement négligée.

La lutte de dénonciation doit donc se poursuivre à la rentrée.

Correspondante

vie quotidienne

les temps modernes

Ouverture de la chasse : les sangliers chargent

A l'occasion de l'ouverture de la chasse, des sangliers de l'Aude ont apparemment décidé de s'en prendre aux chasseurs en représailles... Dimanche matin, une voiture est chargée par un sanglier dans la montagne noire, entre Saissac et Montolieu à 20 km de Carcassonne. Vers trois heures du matin prés de Toulouse, un étudiant à bord d'une autre voiture est également chargé par l'animal au galop, un coup de frein n'y fait rien, le choc est dur et le sanglier est tué sur le coup.

Malgré ces rébellions, les chasseurs ont encore la partie belle, puisque en contre-partie ils ont abattus 60 sangliers dimanche (deux fois plus que l'an passé pour l'ouverture).

Ecole payante pour les frontaliers français en Belgique ?

Les travailleurs du Nord, frontaliers de la Belgique, parents d'élèves, qui envoient leurs enfants étudier en Belgique devront maintenant payer un impôt au gouvernement belge. Cet impôt le « minerval », a été instauré cette année. Il revient de 500 à 2500 francs par an, et pose ainsi des problèmes cruciaux pour tous les travailleurs à bas revenus.

Les parents d'élèves ont décidé de former un « front commun contre le minerval ». Dans un premier temps, ils écrivent aux élus belges et français, mails ils menacent déjà de manifester en faisant des barrages sur les autoroutes franco-belges. Cette situation représente 1 700 enfants dans la province belge du Heinaut.

La fin d'un chevalier de Malte

Monseigneur Ducaud Bourget, chef de file des catholiques traditionnalistes parisiens, aprés avoir été suspendu de l'ordre de Malte en a maintenant démissionné. Le « chevalier », vieil agé de 80 ans, a envoyé une lettre dans laquelle il s'indigne de l'attitude de son ordre : « vous craignez les journaux et me diffamez pour faire plaisir aux puissants du jour, pour des chevaliers, c'est triste ». On peut même dire que c'est plus ce que c'était.

Cambriole story (suite)

Décidément, les cambrioleurs de banque regorgent d'idées cette saison ! Après les triviales prises d'otages, les cambrioleurs de la Société Générale ont ouvert le terrain à un genre nouveau : les gagne-gros sans coup férir. Le siège de la Banque Nationale de Paris à Dijon a été attaqué dimanche par des cambrioleurs qui ont volé sans doute plus de deux millions de francs... en rentrant avec les clefs. Ces clefs, ils les avaient d'abord volé au bureau de la société « Protecval » qui, lui n'était pas gardé. Ils sont partis sans laisser d'adresse.

LA « BRADERIE » DE LILLE

LA FETE SANS EXCES

La « grande Braderie » de Lille. une fête qui, comme les « ducasses » est profondément enracinée dans la tradition populaire du Nord. Pour les travailleurs c'est une occasion, déviée mais réelle, de prendre la rue. Ni pour se compter, ni pour montrer sa force. Pour donner, le temps d'une journée, une autre fonction aux espaces de la ville. Pendant la Braderie, on ne circule pas en voiture dans la ville. La disposition des auvents, des étalages imposent des parcours inhabituels et s'il y a beaucoup de monde, ce n'est pas ce qui empêche de flaner comme on en a envie.

La Braderie c'est d'abord un vaste échange. Chacun vient avec son lot d'objets hétéroclites : vieux meubles, piles de bouquins défraichis, illustrés, disques, vêtements, des riens et des merdes. Pleimes de charme le plus souvent, de par leur inutilité même. On achète à la Braderie, mais on ne vient pas ça. L'achat vient de surcroît, gratuitement peut on dire. Après une longue évaluation de l'objet (« D'accord ça sert à rien, mais avouez que c'est joli. Allez... je vous le fais à 2 francs », on le prend ou pas. Ce n'est pas très important.

Ça c'est pour la tradition. Elle vaut pour nombre d'ilots, encore aujourd'hui. Elle marque de son empreinte l'ensembles des rues, et elle donne à la fête cette couleur si particulière qui ne se compare enrien aux Puces de Montreuil, de Bicêtre, ou même de Saint-Sernin à Toulouse. Mais le commerce de tous les jours, clinquant, accrocheur, qui n'a pour seul but que de voler le cochon de payant est là, lui aussi bien présent. Des magasins entiers sont déplacés dans la rue. Les soldes bidons y font la loi, les « affaires » douteuse y sont proposées à grand renfort de décibels. Une sorte de gangrène.

Jouer des coudes

Le découpage du terrain n'est pas acquis d'une année sur l'autre. On loue le terrain au propriétaire du pas de porte pour le temps de la fête, du dimanche midi ou lundi midi. Combien la location ? 100 F, 200 F ? sans doute beaucoup plus pour certains emplacements. La municipalité en principe laisse faire. longtemps avant, donc, on joue des coudes. Les commercants qui ont pignon sur rue se taillent la part du lion. Il y a beacoup de rues dans le centre de Lille, les places sont vastes. N'empêche : nos camarades ont du protéger pendant une semaine l'emplacement qu'ils avaient prévu pour monter le stand de la LCR. le moment venu, apparemment, les choses s'arrangent à peu près pour les particuliers et les petits vendeurs. On trouve toujours un coin de trottoir ou de chaussée pour étaler en couverture et y installer deux boites de Banania rétro, un tourne disque usagé (mais qui peut marcher pourvu qu'on change une ou deux pièces.) une collection de « L'illustration » , ou n'importe quoi d'autre d'un inimaginable inventaire à la Prévert. On indique parfois qu'un vélo n'est pas à vendre. Faut tout de même rentrer chez soi.

Quelque chose de chaleureux

La rue s'anime vers 16 ou 17 heures, le dimanche. On ne la prends pas vraiment, on l'ausculte, on la sent, on en repère les jalons nouveaux. Et puis on mange. Moules et frites, naturellement. Les restaurants spécialisés se livrent à une compétition habituelle : à celui qui aura devant sa terrasse le plus gros tas de coquilles vides. A vue de nez le plus gros, lundi matin, atteignait facilement le mètre soixante-dix. on mange. On ne baffre pas. La Braderie c'est la fête sans excès.

On déambule. Sur des kilomètres et des kilomètres. Sans trop s'en rendre compte, fasciné par les objets, saisi par les rencontres de hasard. Malgré les 200 à 300.000 personnes présentes c'est le calme. Pas de bagarre. Les flics même, eh ! oui, s'ils sont bien là, restent discrets On leur demande s'ils vendent leur camionnette. Ils rigolent. Une foule immense et sage.

Rien de détonne

Un stand de la CFDT, coincé entre les Amitiés-Franco chinoises et les Amitiès Franco-Albanaises. La fédération Anarchiste au côté de Lutte Ouvrière. En face, le Clampin Libéré. Partout des étalages. Rien ne détonne. Rien et surtout pas les vendeurs ou badauds venus de loin qui, sur le coup des 3 ou 4 heures du matin, se roulent dans les couvertures et les duvets, se casent un peu partout. La nuit est courte. Les croissants ont vite faits de remplacer les frites-moules et les merguez. Et à nouveau, on déambule. Jusqu'à midi, jusqu'à la dernière bouffe. Et quelque soit la grandeur de la table ou on échoue. Le repas a un petit quelque chose de collectif et pour tout dire : de chaleureux.

Les filles de Desombre : pour souffler

Nous on se regarde, un peu cons. La Braderie, on ne connaissait que de réputation. On s'attendait confusément à y trouver une tension, ces rivalités, ces heurts qui règnent souvent au sein des fêtes défouloirs. Schéma simpliste et plaqué. D'accord, la préoccupation des lillois en paisible goguette avait dimanche et lundi peu à voir avec la lutte de classe. De là à l'oublier, il y a un pas difficile à franchir. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour à la périphérie de la ville, de jeter un coup d'œil sur cet horizon déformé par les crassiers et les hauts batiments noirs. Les filles de Desombre, qui luttent depuis plus d'un an pour leur emploi étaient présentes à la Braderie. Pas pour oublier, ni pour se « défouler » un peu comme on dit. Pour souffler, tout simplement.

JF V.

La section de la LCR de Lille était présente à la Braderie. Non seulement par son stand de journaux, brochures et livres (un peu de merguez aussi), mais aussi à travers la diffusion d'un Rouge spécial Braderie, diffusé à 30 000 exemplaires.

La rencontre d'un parapluie et d'une machine à coudre sur une table de dissection

La Rome antique avait consacré une institution : les Saturnales, le jour par an où les esclaves commandaient aux maîtres et n'en faisaient qu'à leur tête. Le lendemain, tout rentrait dans l'ordre. La Grande Braderie, c'est les Saturnales de la société dite de consommation, du modernisme consommateur et de ses valeurs cardinales.

L'objet

A la Grande Braderie règne en maître l'Objet, ou plutôt des millions d'objets qui font un grand pied de nez à l'objet-fétiche du modernisme consommateur. A la Grande Braderie, l'inutile, le déglingué, le baroque, le démodé et le miteux règnent en maîtres. Autant de défis lancés à la face de l'objet-fétiche d'aujourd'hui dont la qualité est d'être « fonctionnel », « dernier cri » et « hautement technicisé ».

Voilà ce que nous avons aimé à la braderie, comme nous l'aimons dans tous les marchés aux Puces : cette formidables revanche des contre-valeurs du modernisme consommateur qui n'est que le synonyme de l'aliénation des hommes à leur produit. Echappés de hasard aux dépotoirs, extirpés des greniers et des caves, les objets de la Braderie sont le support d'une véritable expérience poétique qui entraine plusieurs centaines de milliers de personnes : l'expérience d'une dissolution imaginaire, quelques heures durant du monde des fétiches qui emprisonne et aliène leur existence.

Les chemins de fuite

Innombrables sont, à la Braderie, les chemins de fuite possible hors de la citadelle de l'aliénation quotidienne : densité poétique incalculable qui brutalement, replongeant le passant dans son enfance, des séquences entières d'autres existences, d'autres époques ; au détour d'un étalage hétéroclite, il se redécouvre que la beauté des objets n'est pas nécessairement dans le profil d'un réfrigérateur dernier modèle ; rencontres cocasses ou explosives d'objets (le christ en croix, mais sans croix, renversé sur une pile de romans à l'eau de rose des années 30) qui renouvellent pour chacun l'expérience naïve et toujours forte du surréalisme ; explosion, désintégration du monde tyrannique de l'objet-utilité, d'où découle une joie et une ambiance d'humour durable qui imprègne l'air de la fête et se lit sur les visages, s'entend dans les propos de chacun.

Le jeu

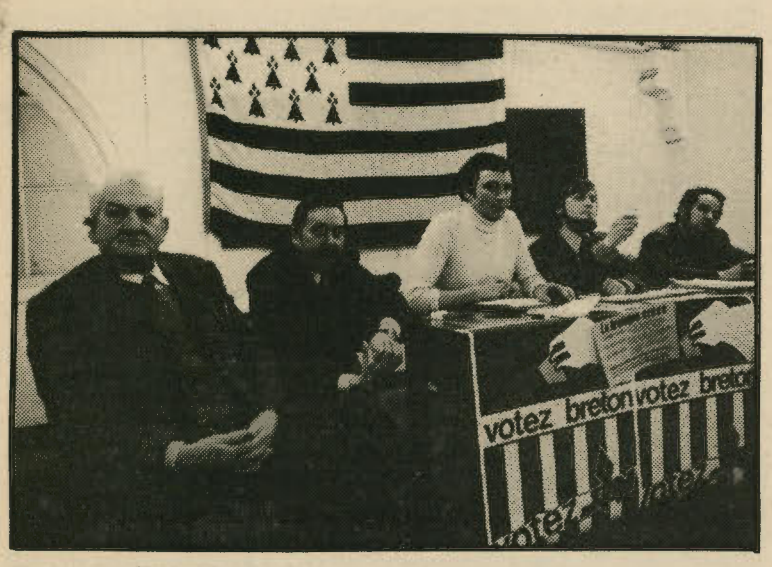
A la Braderie, le visiteur ne vient guère « s'équiper », traquer la bonne « occase », il vient avant tout jouer.

Jouer avec des millions d'objets dont le caractère inutile, ringard et démodé ne fait qu'accuser le monde actuel et ses fétiches et le désigner comme un futur champ de ruines et d'inutilités ; il vient prendre ses distances d'avec le monde actuel et ses fétiches et cette expérience a une dimension salutaire, purgative.

Sur le coup des deux heures du matin, alors que les vendeurs occasionnels commençaient à se rouler dans leurs duvets, l'un d'entre eux, encore vaillant, nous interpella, un quelconque gadget dernier cri à la main : « *achetez-moi tout de suite ce truc-là ; dans cinquante ans, ce sera une antiquité ; et il sera toujours aussi inutile ; alors, pourquoi attendre, profitez tout de suite de l'occasion* ». Une façon comme une autre de désigner l'impasse du capitalisme.

A propos du livre « Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ? »

« Des théories de circonstance »



Campagne électorale en Bretagne

Chatelain et Taffani, les auteurs, répondent aux critiques de Rouge

Dans son article : Régions et autonomie, deux versions, paru dans Rouge du 1er septembre, Paul Alliès rendait compte du livre de Daniel Châtelain et Pierre Tafani : Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes ?

Paul Alliès reprochait à ce livre son traitement schématique et unilatéral des mouvements autonomistes, son silence sur la diversité de ces mouvements et son manque de perspectives pour les révolutionnaires sur ce terrain.

Nous avons reçu des deux auteurs une réponse que nous publions ci-dessous.

La réaction à notre livre (*« Qu'est-ce qui fait courir les autonomistes »*), illustre avant tout l'impasse dans laquelle son auteur, Alliès, principal animateur de la revue *Occitanie Rouge*, s'est fourvoyé, sur le problème des crises régionales et des mouvements nationalistes régionaux en France.

Il reproche : *« A ne vouloir retenir que les facteurs de type nationaliste pour en faire une critique sérrée, Chatelain et Tafani n'évitent pas des conclusions schématiques sinon érronées ».*

Crises locales et autonomiste

Une telle lecture est en contradiction complète avec le thème central qui structure notre livre. Nous faisons une claire distinction entre les crises locales , provoquées par le développement monopoliste du capital, de sociétés « archaïque » à l'intégration (historiquement) particulière dans la formation économico-sociale française et l'une des manifestations de ces crises : l'existence d'un mouvement autonomiste.

Celle-ci peut devenir essentielle : au point que les autonomistes prennent la tête d'un front de classe local (Corse 72-76) ou rester marginale : par exemple la Bretagne après l'échec des autonomistes à prendre la direction des mouvements revendicatifs surtout paysans, en 1961-1963, ou encore le midi, malgré les tentatives répétées des groupes occitans de s'implanter dans le milieu viticole depuis 1945, et plus encore 1962. Cette distinction est importante, car elle justifie selon nous une attitude politique différenciée selon que l'on s'adresse aux couches sociales atteintes par la crise ou à ceux qui, pour des raisons précises (à analyser dans chaque cas), tendent de prendre la tête des mouvements de luttes en réaction à cette crise.

Qu'est-ce que l'Occitanie ?

D'après Alliès, nous n'aurions fait qu'esquisser les phénomènes sociaux. Comparé au livre c'est très inexact, en tout cas pour la Corse et la Bretagne (la partie du traitement de la crise représente les 2/3 du chapitre sur la Corse et la moitié sur la Bretagne).

Pour prouver son raisonnement, il donne, à première vue avec raison, l'exemple de l'Occitanie où nous n'analysons pas la crise sociale. Or, ce faisant, Alliès ne découvre que sa propre confusion. En effet : qu'est-ce que l'Occitanie ? Selon la tradition occitane (dont il ne se sépare pas), c'est tout le midi français. La revue d'Alliès justifie (comme sa critique implicitement d'ailleurs) un tel point de vue en se référant à l'inégal développement régional de l'Occitanie. Qu'est-ce à dire ? Comment peut-on confondre la région industrielle de Marseille comparée à la région de Millau, le vignoble bordelais comparé à celui du Languedoc dans un même inégal développement et une même région occitane ? C'est très exactement créer à la fois une confusion monumentale et, mieux encore, constituer une découpe territoriale implicite de l'Etat français qui recouvre le nationalisme occitan sous un manteau marxiste. Rappelons que le terme « Occitanie » n'est pas neutre, il est politiquement marqué, ce que semble parfaitement ignorer Alliès. Estieu et Perbosc, en s'opposant au fédéralisme provincial de Mistral, inventèrent et diffusèrent ce mot, leur projet étant la création d'un Etat occitan (Midi de l'Etat français plus catalogne). Ceci coupe à toute tentative d'analyser la « région occitane » prise comme un tout.

Opération région morte Montpellier

La question nationale

Autre élément fondamental, la difficulté des marxistes à aborder la question nationale depuis la réussite de la II Internationale (et surtout Kautsky, Bauer...) à donner un contenu matériel contestable à la nation. La définition célèbre de Staline rend bien compte de l'absurdité du phénomène.

Si nous croyons, comme Alliès, qu'il n'existe pas de langue condamnée à périr par l'évolution historique, s'arrêter là vaut la discussion sur le sexe des anges. Pouquoi ne parlons-nous plus le celte par exemple ? Passée l'abstraction, force est de constater que c'est la lutte de classe (concrête) en France qui fait des langue méridionales du Moyen-Age, des « patois » ruraux exsangues dans la deuxième partie du XXe siècle, malgré les tentatives désespérées de quelques intellectuels d'en faire des langues modernes adaptées à la technologie et aux relations sociales actuelles.

Ce qui, en fonction, toujours, de la lutte des classes, de l'effet de l'Etat et des résistances populaires n'est pas forcément vrai d'ailleurs.

Quels intérêts sociaux ?

Ce que refuse systématiquement de comprendre Alliès (et sa revue qui n'a jamais fait la moindre analyse de la moindre des organisations autonomistes est là pour en témoigner), c'est que les mouvements autonomistes, lorsqu'ils ont une certaine influence sur la crise en cours, représentent un programme politique précis.

Ainsi la volonté d'expansion, de faire du « capital » de la direction autonomiste corse, même contre les monopoles, est significatives d'un programme politique que l'on ne peut que dénoncer, surtout s'il s'associe (comme chez la plupart des autonomistes) à la défense des bonnes valeurs traditionnelles : famille patriarcale, petite propriété, corporatisme des petits contre les gros ; et, chez les plus intellectuel : fascination de la société féodale, haine de la révolution de 1789 et volonté d'un pouvoir étatique régional (et parfois même national) nouveau.

L'épouvante de la prolétarisation

Le défaut essentiel de la démarche d'Alliès réside donc dans le constat empirique de la mise en mouvement actuelle de couches sociales jusqu'alors plutôt alliées au pouvoir. Ne retenir que cet aspect, le mouvement et non pas le but, est le meilleur moyen de se priver de jouer des contradictions internes d'un tel phénomène et de ne pouvoir ainsi, à moyen terme, contribuer à rallier au socialisme les couches sociales et les individus affrontés à l'impasse politique de leur direction. Car son programme face à l'Etat bourgeois est fondamentalement axé sur l'épouvante de la prolétarisation et la défense des intérêts les plus immédiats de ces couches qui voient leur statut économique et social s'effondrer.

Deux dangers

Venons-en à la dernière interrogation d'Alliès. Pour qui écrivons-nous ? Essentiellement contre deux dangers : le premier, le plus spectaculaire, c'est le populisme qui confond lutte de classe et lutte nationale. Mais c'est aussi contre l'adaptationnisme politique. Cette triste méthode qui faisait par exemple écrire à D. Bensaïd (N° 313 de *Rouge* hebdomadaire) l'une des plus grandes absurdités à prétention théorique écrite par un marxiste révolutionnaire, il y a un an de cela, au moment d'Aléria.

Pour prouver *« l'originalité de la question corse »* par rapport aux autres questions nationales, Bensaïd n'hésita pas à décider urbi et orbi que la Corse était un territoire *« annexé après que l'unification du marché national ait été achevée »*. Le marché national achevé en 1769 ? Sous Louis XV ? Vingt ans avant 1789 ? Par quel miracle ?

Cet achèvement, c'est la métaphysique pure et simple !

Ajoutons que, dans la même veine, à la même époque et pour la même cause, Alliès découvrit que *« les composantes sociales »* de la société corse n'ont eu à jouer *« aucun rôle actif dans la constitution d'un marché national unifié »*. C'est là également une invention des plus fantaisistes (1).

Ceci sous-entendrait en effet soit l'inexistence historique d'un capital bourgeois corse, soit son placement à l'étranger !

Si nous souhaitons, tout comme notre critique, une clarification du débat actuel en cours, ce n'est pas par de telles affirmations, véritables théories de circonstances, ni sa propre confusion qui y contribueront ! Nous sommes d'ailleurs à sa disposition... pour tout débat sérieux !

Chatelain et Tafani

(1) A noter d'ailleurs que les recherches historiques les plus récentes des historiens sérieux prouvent absolument le contraire (Capital et bourgeois corses sur le port de Marseille dès le XVIIe siècle, « syndicat » d'actionnaire corses du Sarténois, d'actions Panama, etc.).

Titres et intertitres sont de la rédaction.

culture

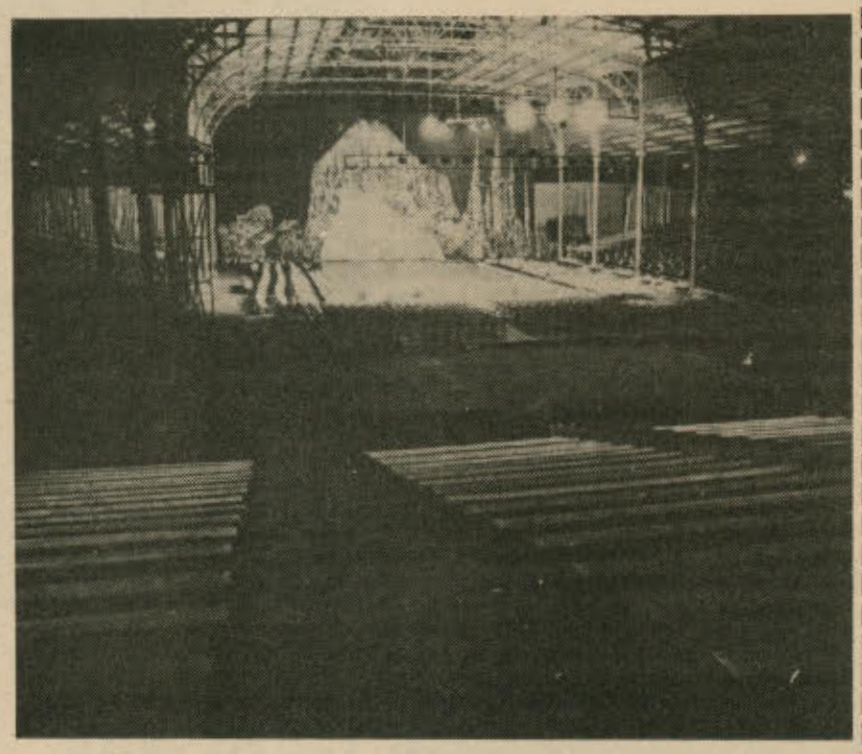
HERBIE HANCOCK A LA VILLETTE

Ne vous laissez pas abattre

Herbie Hancock, avec weather Report, *Billy Cobham et d'autres,devait passer au Castellet et faire de ce festival un vrai festival de Jazz-Rock. KCP requin du show-biz, s'est débrouillé pour avoir l'exclusivité de ces groupes en France et les fait passer dans les halls de gares, des abattoirs ou des frigidaires.*

KCP, le réel vainqueur de la dure période qui vient de s'écouler, instigateur peut-être involontaire de l'échec de tous les festivals d'été, nous offre une rentrée simple, décomplexée et fait passer Hancock dans le haut lieu des mauvaises vibrations, la cage anti-acoustique : les abatoirs de La Villette.

Beaucoup de raisons pour ne pas aller ce soir à 21 heures s'enfermer à la Porte de Pantin.



Nébuleuse et colorée

Pourtant Hancock y jouera. Hancock on ne le verra pas autre part et il fait une musique comme ses pochettes de disques : nébuleuse et colorée en même temps, compliquée et calme à la fois.

Issu de la bande à Miles Davis, vieil individualisme de la génération de ces musiciens de jazz qui ont su évoluer, c'est un de ceux qui, le plus tôt, a su trouver sa dimension original, spécifique, au jeu des claviers surtout.

Vite, il passe au synthéthiseur, loin de se paumer dans les méandres fastidieux de musiciens du même genre. Et la référence au Jazz-Rock, on la trouve dans les créations d'ambiance multiples dont il est le spécialiste. Hancock est toujours satisfaisant et étonnant.

N'y allez que si vous êtes insatisfaits... ce qui est mon cas.

A.B

Herbie Hancock est au pavillon de Pantin, Halle de la Villette, ce soir.

Radio-Solitude en Cévennes

Il ne se passe pas tous les jours quelque chose à la radio, mais enfin quelques expériences interressantes y voient parfois le jour. Le sigle INA nous met la puce à l'oreille, il désigne l'Institut National de l'Audio-visuel que beaucoup connaissent maintenant puisqu'il a produit la série d'émission de J-L Godard et AM Miéville à la télévision.

France-Culture et l'INA s'installent donc dans les Cévennes pour tenter d'approcher les aspects les plus divers de la vie du pays et examiner les problèmes de sa desertification en compagnie de ses habitants, mettant à leur disposition les moyens de participer directement à la réalisation des émissions.

Le programme s'étend du 6 au 12 septembre. *Clinton*, hebdo cévenol d'information (30 960 Les Mages) dit dans son numéro 93, ce qu'il en pense : *« Nous pourrions grâce à ce document de préparation qui nous a été fournis et à la présentation faite lundi dernier, commenter par avance, chercher à répondre à des questions telles que : pourquoi radio-solitude ? Pourquoi tromper cette Cevenne en la centrant sur ce parc national qui n'est est qu'un parasite et en oubliant la Cévenne industrielle ? Nous préférons prendre acte de la volonté de certains responsables de l'expérience qui veulent permettre aux gens de nouer des relations, de les prolonger au-delà de ces quelques jours, et souhaiter la réussite de leur projet ».*

Programme de la journée de demain :

Matinales (7/05 à 8)
Les chemins de la connaissance : laboureurs et prophètes ou deux millénaires d'histoire cèvenole. La communauté patriarcale
Parti-pris (12 05 à 12 30)
Panorama (12 45 à 13 30)
Patric à Pont de Montvert (13 30 à 14)
Un livre des voix (14 05 à 14 45)
La crève Cévennes de Jean Pierre Chabrol
et de 17 00 à 23 50 : en direct des Cévennes

télévision

TF 1

12.30 **L'île au trésor**
13.00 **Journal**
13.45 **Objectif santé**
14.00 **La taverne du poisson couronné**
film français de René Chanas de 1946. Un condensé des erreurs du « réalisme » français de cette époque.
15.30 **L'imagination au galop**
couleur de terre
17.45 **Pour les jeunes**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Une minute pour les femmes**
19.45 **Le village englouti**
20.00 **Journal**
20.30 **Variétés 76 : Paris**
21.30 **Le sens de l'histoire : la bourgeoisie**
Aurel et Laurent, les fameux duettistes, rèlent leurs comptes avec l'empêcheur d'être bourgeois en rond : Karl Marx. Ils sont bourgeois, ils en suintent de satisfaction. Ah ! Le progrès industriel ! Ah ! La liberté ! Ah cette délicieuse vie d'artiste ! . Il est essentiel de préserver tout ça !
22.15 **Concert**
le concerto n° 1 de Chopin par l'orchestre national de France

A 2

15.00 **Journal**
15.05 **Aujourd'hui Madame**
15.55 **Mission impossible**
16.45 **Le sport a ses saisons**
17.45 **Ma sorcière bien aimée**
17.45 **Vacances animées**
18.15 **Ce jour là j'en témoigne : 14 juillet 44**
18.40 **Le palmarés des enfants**
18.55 **Des chiffres et des lettres**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Bonjour Paris**
20.00 **Journal**
20.30 **Les dossiers de l'écran**
film : Marie Stuart, Reine d'Ecosse, film anglais de Charles Jarrot de 72. Académique et plat.
23.30 **Journal**

FR 3

18.45 **Pour la jeunesse**
19.05 **Magazines régionaux**
19.20 **Actualités régionales**
19.40 **Tribune libre**
les silencieux de l'église. Homélies-mélo suite. Les silencieux causent beaucoup.
19.55 **Flash Journal**
20.00 **Les jeux de vingt heures**
20.30 **Fort Massacre**
Western américain de Joseph Newman de 58. La haine d'un officier fou envers les indiens. Sans grand intérêt.
21.50 **Journal**

Dans l'objectif

NON A L'AUSTERITE !

La sécheresse dépassant en cette rentrée, selon les estimations du comité de rédaction, toutes les prévisions précédentes, les responsables de la rubrique culturelle ont mis au point, en accord avec la direction du journal, un plan d'action qu'ils ont rendu public aujourd'hui.

« Nous comptons agir sur deux fronts » devait déclarer le porte-parole du comité de rédaction, à l'issue des travaux de celui-ci.

« D'une part, nous tenterons, dans la mesure du possible, d'éviter que nos lecteurs aient à souffrir des conséquences de la sécheresse, si préjudiciable à la culture. Nous ne prévoyons, dans l'immédiat, aucun rationnement en matière d'annonces de concerts, spectacles, festivités diverses pour les yeux, les oreilles et l'intellect. »

« D'autre part, a-t-il poursuivi, *afin que nous puissions, dans les meilleures conditions, vaincre sur ce premier front et permettre à notre culture de refleurir, nous lançons un appel solennel à la solidarité culturelle. Un effort exceptionnel est demandé, dès aujourd'hui, à tous nos lecteurs, parisiens, provinciaux et même les autres pour vaincre la sécheresse. Nous comptons en particulier sur nos camarades aux revenus culturels élevés, habitant des villes ou des régions aux activités aussi riches que variées. »*

Le porte-parole de Rouge devait conclure : *« Camarades, à vos plumes ! Envoyez des informations précises et vérifiées. »*

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

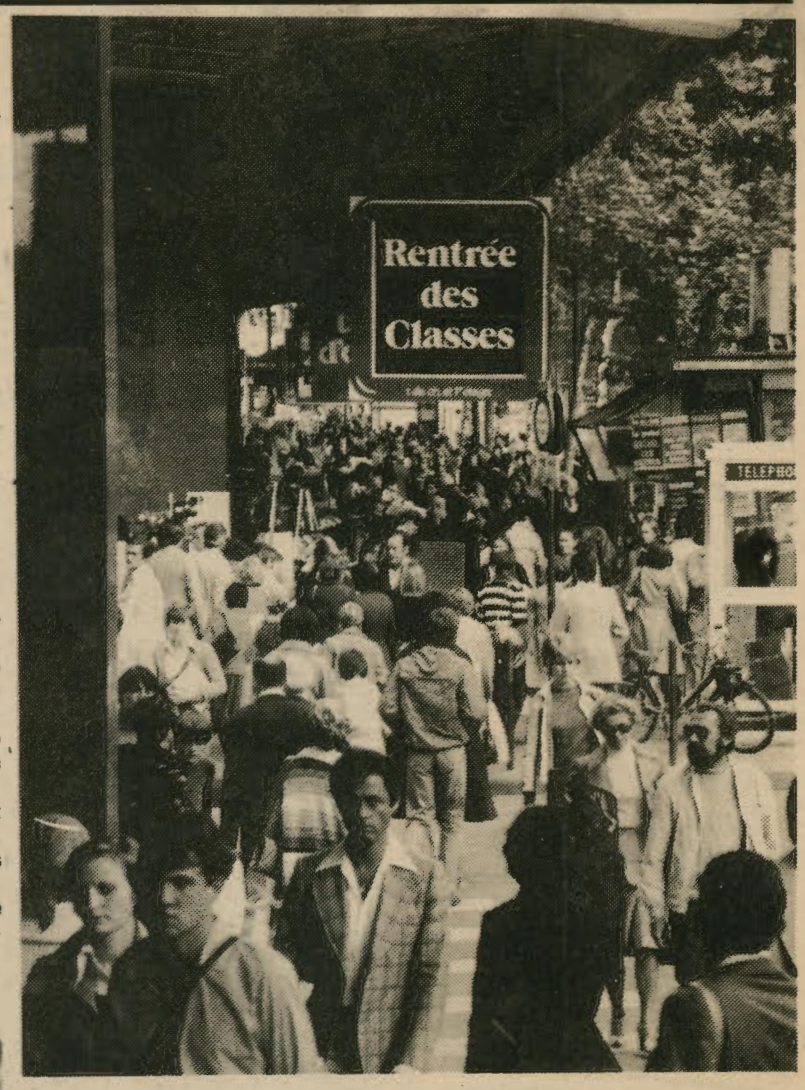
NORMAL		COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
— Pour les plis fermes et l'envoi par avion écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

rouge

Le prix de la rentrée scolaire

Dans ton cartable



La petite fille : « Oh ! Regarde celle-là. J'ai même le truc pour le mettre mon nom ». La mère rabat-joie : « c'est pas solide. Là ça va se déchirer ! ». Ce dialogue entendu cent fois devant la rayon « trousse et fourre-tout » d'un grand magasin parisien, combien de fois se repètera-t-il, dans d'autres circonstances, jusqu'à la rentrée scolaire, le 13 septembre ? Résister aux tentations, acheter solide et résistant, faire des comptes méticuleux...

En ces premiers jours de septembre, dans les familles et en particulier dans les familles ouvrières, l'équilibre financier est roi. Car en France si l'enseignement est, paraît-il gratuit, la scolarité coûte cher !

Rendus publics le 6 septembre, les résultats de l'enquête sur le coût de la rentrée scolaire **que réalise chaque année** Ecole et Familles, **secteurs scolaire de la Confédération Syndicale des familles, sont impressionnants. Comme l'illustre le premier tableau que nous publions, un élève du secondaire coûte de 600 à près de 800 francs. Ces dépenses dont l'augmentation moyenne par rapport à septembre 75 est de 12 % , ont d'autant plus de répercussions sur le niveau de vie d'une famille que celui-ci est modeste. (cf 2 ème tableau). Un des cas les plus scandaleux est celui de certaines sections de l'enseignement technique où aux 500 à 600 francs d'articles courants s'ajoutant de fournitures spécifiques qui dans le cas de l'hôtellerie atteignent 1290 F ! L'effarement est à son comble quand on sait que les chiffres de la C.S.F n'incluent pas les dépenses vestimentaires. Or d'après une enquête du *Journal du Dimanche*, publiée le 5 septembre, habiller sans excès un garçon pour l'hiver dans les grands magasins parisiens revient á peu près à 500 F.**

Cette année plus que l'an dernier, la gratuité scolaire est un leurre. Les 15 F par enfants de 6 ème et de 5 ème versés aux établissement sont supprimés, *« retenus »* en prévision des nouveaux manuels de 77. Si les manuels sont théoriquement gratuits en 6 ème, nombre d'établissements publient des listes obligatoires de 7 à 11 livres dont seulement 3 sont fournis. parmi ces ouvrages, les dictionnaires *« conseillés »* l'an dernier devenus indispensables cette année. Une aggravation qui rend encore plus pressante l'exigence de la gratuité scolaire. Objectif qui selon la CSF ne peut qu'*« ouvrir la voie à l'égalité des chances, car les problèmes financiers sont inséparables de toute réforme de l'éducation »*.

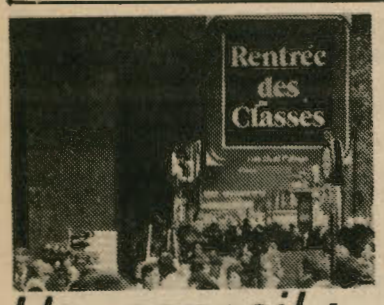
Ecole et Familles - Confédération syndicale des Familles. 54 Bd Garibaldi. Paris 75015.

Par enfant, pas moins de 600 francs

Voici le récapitulatif des renseignements recueillis par la Confédération syndicale des familles. Ils indiquent les dépenses de la rentrée scolaire (livres, fournitures, blouse, équipements sportifs, cotisations), par enfant suivant la classe qu'il rejoint. Les dépenses vestimentaires ne sont pas incluses.

Classes ..... Dépenses	Hausse depuis 75
Classe de 6e : .... 612,80 F	14 %
Classe de 5e : .... 733,55 F	12 %
Classe de 2e : .... 798,30 F	11 %

1ère année de CET :
sections commerciales : ....634,00 F
sections industrielles : ..... 564,00 F



Un conseil : ne pas acheter

Parmi les fournitures scolaires, isolé, chaque article paraît dérisoire. Faites l'addition et détrompez vous. Ainsi pour munir de l'essentiel un enfant qui rentre en sixième, au minimum, on atteint 221,10F (un cartable, des copies, 8 cahiers, deux classeurs, un stylo, etc). Trois constatations : le bon marché n'existe pas au mois de septembre, les articles scolaires sont au prix fort ; on essaiera toujours de vous vendre l'article le plus cher, des crayons en boîte métallique aux cartouches qui détronent les bouteilles d'encre ; et au milieu de cette frénésie consommatrice les faux besoins et fausses urgences sont crées de toute pièce. La règle d'or est donc de ne rien acheter maintenant ou presque, de ne pas se presser pour acheter au prix fort. Mieux vaut attendre la rentrée, entendre (et discuter...) les besoins des enseignants.

Pour un revenu de 2000 francs la rentrée des classes pour trois enfants ampute les deux tiers du salaire

Aujourd'hui 40 % des salariés français gagnent moins de 2 000 F. Voici le poids réel des frais de rentrée pour une famille de trois enfants (un de moins de 10 ans, deux entre 10 et 15 ans), avec un seul salaire, pour 40 heures de travail.

Salaire SMIC net	**1 350,00 F**
Allocations familiales	**559,65 F**
Salaire unique	**97,25 F**
Revenu mensuel de la famille (total)	**2006,90 F**
Frais scolaires de rentrée :	
Enfant en primaire	**235,00 F**
Enfant en 6e	**612,80 F**
Enfant en 4e	**735,55 F**
Total	**1 581,35 F**

C'est à dire 78 % du revenu mensuel de la famille ! !

Petit guide des magasins

Gare aux entourloupettes

Parcourant cette grande foire commerciale qu'est la rentrée scolaire, vous n'imaginez pas tous les pièges tendus à votre portefeuille. Des couleurs aux gadgets aguichants, en passant par les articles bons marchés toujours mis à l'écart, les entourloupettes ne manquent. Et voici quelques unes, dépistées par *Que Choisir*, mensuel de l'Union Fédérale des consommateurs. Et complétées par notre propre enquête dans quelques Grands Magasins.

- **CRAYONS FEUTRES ET CRAYONS A BILLES** : la différence de prix est évidente : au Printemps, vendus au détail, le moins CHER des feutres coute 1 F, le moins cher des stylos bille 0,50 F, soit moitié moins. Or, — *Que Choisir* l'a vérifié dans ses laboratoires —, le meilleur crayon feutre s'effondre après 2 km. Le verdict est sans appel : conservant moins bien leurs finesses, les feutres ne sont tout bonnement pas faits pour l'écriture. Petite mesquinerie en passant : Baignol et Farjon se permet de vendre deux feutres rigoureusement identiques, le Visa et le Service, l'un à 1 F, l'autre à 70 centimes !

- **LA SEDUCTION ET LES GADGETS** : le crayon en forme de sucre d'ordre géant coute 4,50 F pièce au lieu de 2,50 F les cinq. Si elle prend des allures de fleur ou de cœur la gomme passe d'1 à 5 F. Devenues décalcomanies, ou simplement en couleur, les étiquettes banales triplent de prix. Incrustée de coccinelles, la règle en plexiglas monte d'1,75 F à 8 F. Au printemps parmi les tailles-crayons, le grand, rond, jaune, avec deux tailles et une réserve, coute 1,25 F. Mais il est peu attirant. Les enfants lui préfèrent à coup sûr l'autre carré, avec un seul trou (2,50 F), ou « l'ours chinois » (5,20 F), ou encore la « boite taille-crayons » (8,35). Dans le même magasin on fait dans le rétro. Le vulgaire plumier, en bois, petit, coute 6 F. S'il y a des dessins et un léger vernis, 17,50 F. Les cahiers de « ma grand-mère », très école primaire Troisième République, coutent 15 F. Ils ont une épaisse couverture cartonnée aux tons passés, et à peine 50 pages !

- **L'INDISPENSABLE** : l'ardoise traditionnelle, avec son cadre en bois, pèse lourd dans le cartable et est, de plus, fragile. Elle coute 3,35 F, mais dans un grand magasin comme le Printemps, agrémentée de quelques fioritures (bouclier et alphabet) elle est à 6,50 F. Les ardoises « magiques » ont plus de succès, mais elles coutent plus cher (7 F, 9 F) et sont dangereuses, une feuille metallique, coupante, servant à effacer. Parmi les équerres en bois, comble de snobisme, la non-graduée coute 5,50 F soit plus que le grand format des équerres graduées. Du côté des trousses, on trouve les fourre-tout entre 5 et 10 F mais évidemment les « trousses équipées », de 20 à 30 F, ont plus de succès bien que tous leurs instruments soient de mauvaise qualité.

- **POUR ECRIRE** : cahiers, protège-cahiers, c'est la ruine... Si on en compte neuf en moyenne... : moyen ou gros le cahier Clairefontaine au Printemps est à 5,85 F ou 9,79 F, et les protèges-cahiers sont certes à 1,65 F les 5 s'ils ne sont pas attirants mais à 1,29 l'un s'ils sont décorés. Calculez, vous dépassez vite les 60 F. Grosse combine du côté des Cahiers de Texte qui, sous prétexte de prendre des airs d'agenda, citations et cours de morale au fil des pages, doublent de prix. Pour les cahiers, un conseil : cherchez ceux qui sont normalisés, portant l'estampille NF, ce sont les moins chers, toujours mis à l'écart. Même astuce pour les copies : renseignez-vous, dans certaines surfaces elles sont vendues au kilo, à très bon marché. Les stylos aiment la contradiction : l'encre en bouteille est moins chère mais les stylos à reservoir ne descendent pas au dessous de 20 F, alors que les stylos à cartouches sont meilleur marché mais les cartouches, elles, ne sont pas données. Parmi elles, la marque Pélikan gagne le gros lot : elle vous vend l'encre à 36 centimes le ml.

• *Que Choisir — 7 rue Léonce — Reynaud 75781 — Paris — Cedex 16*